

# Rapport Annuel 2013



TAQA

M O R O C C O

# SOMMAIRE

■ MESSAGE DU PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE	4
■ CHIFFRES CLÉS 2013	6
■ ÉTHIQUE ET GOUVERNANCE	14
■ TAQA	20
■ TAQA MOROCCO	24
■ DÉVELOPPEMENT	32
■ CAPITAL HUMAIN	36
■ POLITIQUE QHSSE	42
■ RESPONSABILITÉ CITOYENNE	46
■ ÉTATS FINANCIERS	50

## Profil

Avec la volonté d'accompagner le développement du Plan Énergétique du Royaume, TAQA Morocco porte au Maroc tout le savoir-faire du Groupe TAQA, un leader mondial de la production d'énergie et l'une des plus grandes sociétés cotées à la Bourse d'Abu Dhabi.

Créée en 1997, Jorf Lasfar Energy Company (JLEC) est la plus grande Centrale Thermique à charbon indépendante de la région MENA et l'une des plus performantes au monde, avec des taux de disponibilité dépassant les 90%.

Principal fournisseur de l'Office National d'Électricité et de l'Eau Potable (ONEE) et couvrant 38% de la production nationale d'électricité en 2013, Jorf Lasfar Energy Company est le premier producteur privé d'électricité au Maroc. Avec l'extension de sa Centrale à deux nouvelles unités (Jorf Lasfar Energy Company 5&6), JLEC va porter sa capacité globale à 2056 MW et couvrir environ 50% de la production nationale d'électricité.



*JLEC a vocation à grandir encore en accompagnant le développement du Plan énergétique marocain et en prenant pleinement place dans le mix énergétique du pays.*



## Message du Président

L'année 2013 est une année particulière pour JLEC à plus d'un titre.

Sur le plan opérationnel tout d'abord, l'entreprise a fait preuve de résilience en affichant des résultats supérieurs à son Business Plan, grâce à un taux record de disponibilité de près de 97% sur le second semestre, portant son taux moyen sur l'année 2013 à près de 90% de disponibilité. De bons résultats qui se reflètent également sur nos performances financières, elles aussi supérieures aux prévisions, avec un Résultat Net notamment en hausse de 8,7% par rapport au Business Plan.

Tous ces résultats confirment la fiabilité de notre business model qui s'appuie sur une grande maîtrise technique de nos équipes et un outil industriel faisant l'objet d'une politique de maintenance conforme aux meilleures pratiques internationales. JLEC se maintient ainsi dans le quartile de tête mondial des meilleures centrales électriques.

2013 est également l'année de la conclusion d'un financement de 1,4 milliard de dollars équivalent pour la construction des Unités 5&6. A fin décembre, ces dernières présentaient un état d'avancement de plus 95%. Le couplage au réseau de l'Unité 5 a pu être réalisé avec succès dès le mois d'octobre, l'Unité 6 a suivi quelques

mois plus tard. Ces deux Unités sont aujourd'hui mises en exploitation commerciale le 15 avril 2014 pour l'Unité 5 et le 07 juin 2014 pour l'Unité 6. Avec ces 700 MW supplémentaires, JLEC est alors en mesure de fournir près de 50% de l'électricité nationale, confortant ainsi son rôle de leader de la production privée d'électricité au Maroc.

Sur le plan organisationnel enfin, l'ouverture du capital de l'entreprise à de grands institutionnels suivie de son introduction à la Bourse de Casablanca a permis de lever près d'1,5 milliard de dirhams, et marque également un pas stratégique très important. Cette étape est en effet cruciale pour l'ancrage de l'entreprise dans le tissu économique marocain, mais également pour son institutionnalisation et la promotion de sa notoriété auprès d'un plus large public.

JLEC a ainsi vocation à grandir encore en accompagnant le développement du Plan Énergétique marocain et en prenant pleinement place dans le mix énergétique du pays. Elle le fera forte du soutien de l'État marocain, de son adossement au Groupe TAQA et de ses grands partenaires institutionnels, et bien sûr avec l'appui de toutes les femmes et les hommes de l'entreprise qui prouvent chaque jour leur maîtrise technique et opérationnelle du métier, en faisant de cette Centrale l'une des plus performantes au monde.

*Abdelmajid Iraqui Houssaini*  
Président du Directoire



# CHIFFRES CLÉS

# Dates clés

## 2014

- 05 Février 2014 : Synchronisation de l'Unité 6 avec le réseau électrique national.
- 15 Avril 2014 : Mise en exploitation commerciale de l'Unité 5.
- 07 Juin 2014 : Mise en exploitation commerciale de l'Unité 6.

## 2012

- 20 Juin : Signature des documents de financement du projet d'extension JLEC 5&6 pour un montant équivalent de 1,4 milliard USD sur 16 ans en multidevises.
- Signature de la concession du terminal charbonnier du port de Jorf Lasfar avec l'ANP pour les droits de concessions des quais 3 et 3 bis à JLEC et JLEC 5&6 pour une période de 30 ans.

## 2010

- Création de la filiale Jorf Lasfar Energy Company 5&6 (JLEC 5&6) dont l'objet est la construction et l'exploitation des deux Unités 5&6 (dans le prolongement des 4 premières unités), d'une capacité brute de 350 MW chacune.
- Signature du contrat EPC entre JLEC 5&6 et le consortium Mitsui & Co et Daewoo.

## 2007

- Acquisition de JLEC par Abu Dhabi Energy Company (TAQA) qui devient l'actionnaire unique de manière indirecte de la société.
- Certification du Système de Management de la Santé et la Sécurité au Travail selon la norme OHSAS 18001.

## 2000

- Mise en service commerciale de l'Unité 3.

## 1996

- Le consortium ABB Energy Ventures et CMS Generation remporte l'appel d'offres international de l'ONE pour l'exploitation des Unités 1&2, ainsi que pour la conception, construction, financement et exploitation des Unités 3&4 de Jorf Lasfar.

## 2013

- 28 Janvier : Signature des accords définitifs pour le décaissement de 1,4 milliard de dollars américains destinés à l'extension de la Centrale Thermique.
- 14 Février : TAQA remporte le prix « African Power Deal of the Year 2012 » pour le financement du projet d'extension de la Centrale Thermique de Jorf Lasfar JLEC 5&6 lors de la 14<sup>ème</sup> édition de la remise des prix du magazine Project Finance à Londres.
- 21 Mars : TAQA reçoit le prix « Best Partnership Award 2012 » lors de la World Investment Conference North Africa à Marrakech.
- 25 Octobre : Synchronisation de l'Unité 5 avec le réseau électrique national.
- 02 Décembre : Obtention du visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM).
- 24 Décembre : 1<sup>ère</sup> cotation à la Bourse de Casablanca.

## 2011

- Signature du contrat de fourniture d'énergie électrique relatif aux Unités 5&6.
- Signature des contrats EPC relatifs au développement d'infrastructures portuaires.

## 2009

- Transformation de la Société en Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance.
- Refinancement de la dette internationale auprès d'un consortium bancaire marocain.
- Mai 2009 : Signature du protocole d'accord pour le développement des Unités 5&6.

## 2001

- Mise en service commerciale de l'Unité 4.

## 1997

- Création de la société Jorf Lasfar Energy Company sous forme de Société en Commandite par Actions.
- Mise en service des Unités 1&2 de la Centrale Thermique de Jorf Lasfar.
- Démarrage de la construction des Unités 3&4.
- Mise en place du financement de 1,2 milliard USD auprès d'un consortium bancaire internationale.

## 1991

- Mise en œuvre par l'ONE d'une politique de développement intensif de la production électrique. Démarrage de la construction par Alstom de deux unités de production électrique sur le site de Jorf Lasfar (unités 1&2).

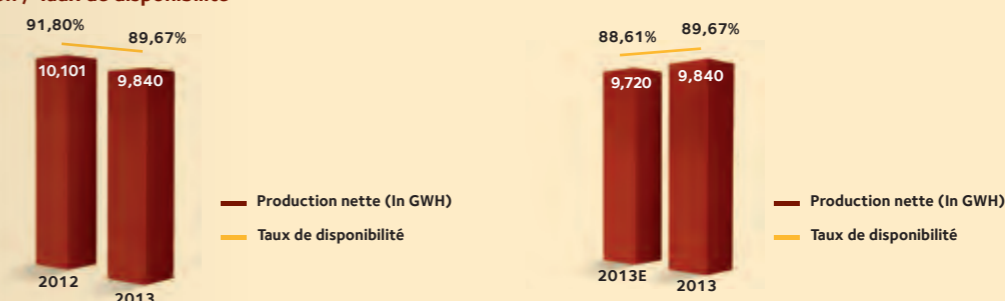
# Chiffres clés 2013

## Faits marquants 2013

- Des résultats opérationnels et financiers en amélioration par rapport aux prévisions du Business Plan
- La conclusion d'un financement de 1,4 milliard de dollars équivalent pour la construction des Unités 5&6
- Un état d'avancement de plus 95% des Unités 5&6 à fin décembre 2013
- Le couplage au réseau de l'Unité 5 le 25 octobre 2013 et de l'Unité 6 le 05 février 2014
- La réalisation d'un Placement Privé suivi de l'Introduction en Bourse pour un montant global de 1 500 MDH
- Proposition de distribution de dividendes de 106,60 DH par action

## Performances opérationnelles

### Production / Taux de disponibilité



- Un taux de disponibilité en amélioration par rapport aux prévisions, passant de 88,61% à 89,67% et une production nette d'énergie, passant à 9 840 GWh par rapport à une estimation de 9 720 GWh. Ce résultat est la conséquence d'une amélioration significative du taux de disponibilité sur le second semestre 2013.
- Le taux de disponibilité en diminution par rapport à 2012 passant de 91,80% à 89,67%. Cette variation s'explique par la légère hausse des arrêts de maintenance planifiés, indispensables pour l'exécution du Plan de maintenance préventive, et forcés sur la période.

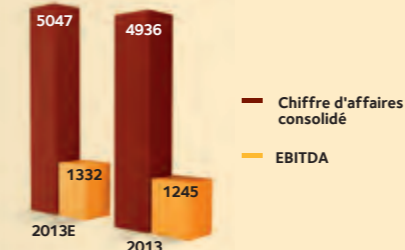
## Performances financières

### Agrégats financiers consolidés

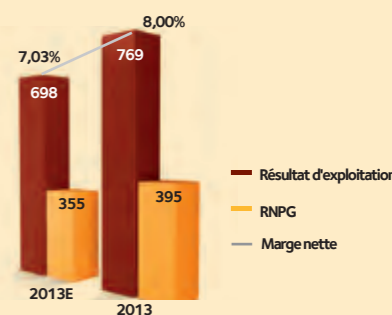
En Mdh	2013E(*)	2013	Var. %
<b>Chiffre d'affaires consolidé</b>	<b>5047</b>	<b>4936</b>	<b>-2,2%</b>
<b>EBITDA</b>	<b>1332</b>	<b>1245</b>	<b>-6,5%</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>698</b>	<b>769</b>	<b>10,2%</b>
<b>Résultat Net Consolidé</b>	<b>360</b>	<b>415</b>	<b>15,3%</b>
<b>dont RNPG</b>	<b>355</b>	<b>395</b>	<b>11,3%</b>

\* Les comptes proforma tiennent compte du changement de méthode de consolidation de la société Jorf Lasfar Energy Company 5&6 (passage de la mise en équivalence à l'intégration globale suite à la reconstitution des membres du Directoire), et du changement de la date de clôture de ses comptes (30 septembre au lieu du 31 décembre 2012).

### Chiffre d'affaires consolidé et EBITDA



### Résultat d'exploitation et Résultat net consolidé

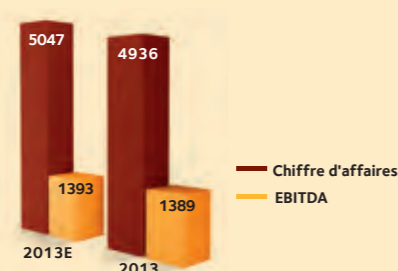


### Agrégats financiers - Comptes sociaux

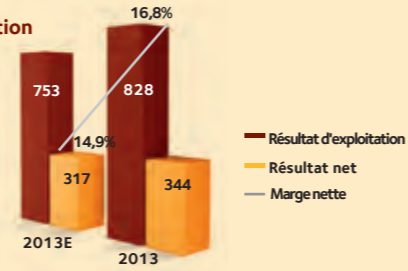
En Mdh	2013E(*)	2013	Var. %
Chiffre d'affaires	5047	4936	-2,2%
EBITDA	1332	1389	-0,3%
Résultat d'exploitation	753	828	10,0%
Résultat net	317	344	8,7%

- Un chiffre d'affaires en légère baisse de 2,2% par rapport aux prévisions suite à la baisse du prix du charbon par rapport au Business Plan (en moyenne 93\$ la tonne en 2013 contre une hypothèse de 100\$ la tonne).
- Le Résultat d'exploitation est en hausse de 10,0% suite à l'optimisation des coûts d'exploitation et de maintenance.
- Un Résultat net en hausse de 8,7% suite à l'amélioration du résultat d'exploitation.
- Une proposition de distribution de dividendes de 106,60 DH par action conformément au Business Plan.

#### Chiffre d'affaires et EBITDA



#### Résultat d'exploitation et Résultat net

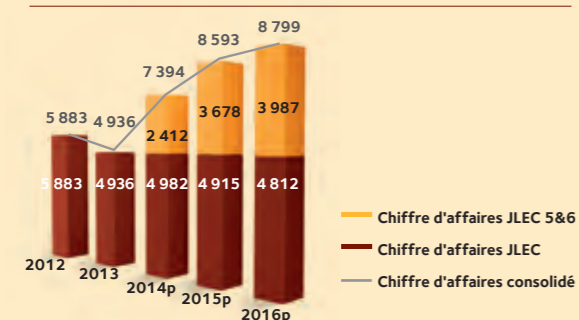


### Prévisions financières retraitées avec une intégration globale de JLEC 5&6

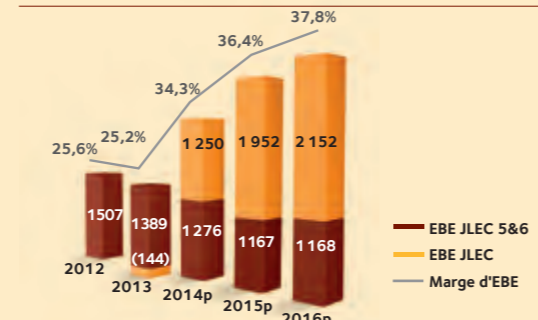
La société a procédé à un changement de méthode comptable pour la consolidation de sa filiale Jorf Lasfar Energy Company 5&6 (JLEC 5&6), laquelle est désormais consolidée par intégration globale.

Ce changement de méthode qui intervient suite à la recomposition des membres du Directoire des sociétés JLEC et JLEC 5&6 a pour objectif de permettre une meilleure lisibilité des principaux agrégats financiers du groupe.

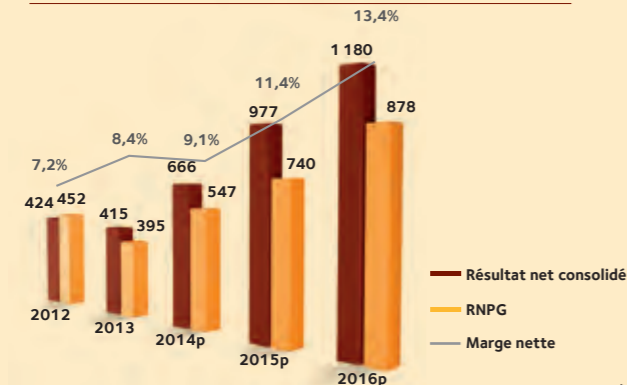
#### Chiffre d'affaires en MMAD



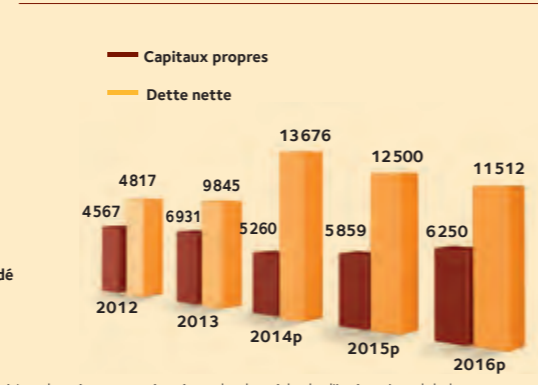
#### Excédent brut d'exploitation en MMAD



#### Résultat net en MMAD



#### Capitaux propres\* et dette nette en MMAD



\* Les données sont préparées selon la méthode d'intégration globale et avec une date de clôture des comptes de JLEC 5&6 au 30 septembre.



### Dividendes

L'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle des Actionnaires de Jorf Lasfar Energy Company tenue le 28 mars 2014 a notamment approuvé la distribution de dividendes de 106,60 DH par action au titre de l'exercice 2013.

### Perspectives

2014 sera marquée par la mise en exploitation et l'intégration des Unités 5&6 qui vont permettre au Groupe Jorf Lasfar Energy Company d'augmenter sa capacité installée de plus de 50% pour atteindre 2056 MW, confortant ainsi sa position de leader de la production privée d'électricité au Maroc.

De ce fait, le Groupe Jorf Lasfar Energy Company améliorera ses principaux agrégats financiers, en conformité avec les prévisions de son Business Plan, tout en poursuivant son processus d'amélioration continue de son activité.

Par ailleurs, TAQA Morocco entend s'inscrire dans le développement du mix énergétique au Maroc et ainsi se positionner sur les différentes opportunités du marché.

# Introduction en Bourse



**2013 a été marquée par l'introduction de Jorf Lasfar Energy Company au premier compartiment de la Bourse de Casablanca, le 24 décembre 2013. JLEC a ainsi ouvert son capital à hauteur de 1 milliard de dirhams pour une valorisation de l'entreprise à 9 milliards de dirhams. La société a par ailleurs réalisé une opération de placement privé pré-IPO d'un montant de 500 millions de dirhams auprès de trois institutionnels de la place : RMA Watanya, Société Centrale de Réassurance et Mutuelle Centrale Marocaine d'Assurance.**

## L'entreprise s'institutionnalise et s'ancre de façon pérenne dans le paysage économique marocain

L'introduction à la Bourse de Casablanca est pour Jorf Lasfar Energy Company un élément important d'institutionnalisation, de notoriété et de confiance.

Elle permet d'ancrer plus encore la filiale de TAQA dans le tissu économique marocain, en associant au capital de la société de nouveaux partenaires et notamment de grands institutionnels de la place.

Avec une action ouverte à tous les investisseurs, la cotation est également une occasion d'accroître la proximité de l'entreprise avec le grand public et de lui faire bénéficier de sa performance opérationnelle et financière.

Enfin cette opération va permettre à Jorf Lasfar Energy Company d'optimiser ses coûts de financement et faciliter son recours à des financements externes par un accès direct aux marchés financiers.

L'introduction en Bourse a consisté en une ouverture de capital à hauteur de

1 milliard de dirham, pour une valorisation de l'entreprise à 9 milliards de dirhams, réparti comme suit :

40% du montant global de l'opération a été réservé aux grands institutionnels marocains, 31,5% aux personnes physiques et morales et 25% aux institutionnels étrangers. JLEC a en outre réservé 3,5% du montant global de son opération à ses salariés titulaires.

L'introduction de Jorf Lasfar Energy Company en Bourse intervient alors que tous les risques liés à ses investissements récents ont été écartés. La société a en effet attendu que sa nouvelle Unité 5 de production soit pleinement synchronisée sur le plan technique. L'entrée en production commerciale de l'Unité 5 et l'Unité 6 effective respectivement le 15 avril 2014 et le 07 juin 2014, va ainsi permettre une immédiate montée en puissance des capacités de production.

La valeur de Jorf Lasfar Energy Company, dotée d'une performance historique solide, évolue dans un secteur à fort potentiel de croissance. Il s'agit d'un placement sur le long terme, qui s'appuie sur un business plan sécurisé sur les trente prochaines années, et intimement lié au développement du Plan Énergétique du Royaume.

L'opération de placement privé pré-IPO portant sur près de 500 millions de dirhams a ainsi permis l'entrée de trois grands institutionnels de la place dans le capital de l'entreprise : RMA Watanya, la Société Centrale de Réassurance et la Mutuelle Centrale Marocaine d'Assurance.

*“ Jorf Lasfar Energy Company est un opérateur leader de l'énergie au Maroc, voué à croître sur les bases d'un actionariat maroco-émirati. Cette nouvelle étape va nous permettre d'ancrer notre entreprise dans le tissu économique marocain en ouvrant notre capital aux grands institutionnels du pays et aux investisseurs désireux de participer au développement énergétique du Maroc. ”*

**Abdelmajid Iraqui Houssaini  
Président du Directoire**

Montant global de l'opération de placement privé : 499 999 805 Dh dont :

RMA Watanya : 40%

Société Centrale de Réassurance : 40%

Mutuelle Centrale Marocaine d'Assurance : 20%

## Informations clés :

**Le 02 décembre 2013 :** Visa du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM)

**Le 24 décembre 2013 :** Première cotation de l'action Jorf Lasfar Energy Company à la Bourse de Casablanca

**Prix action :** 447,5 Dh

**Valeur nominale :** 100 Dh

**Nombre d'actions émises :** 2 234 638 actions

**Montant global de l'opération :** 1 000 000 505 Dh

**Période de souscription :** du 10 au 12 décembre 2013

## Fort succès de l'opération auprès du grand public, des institutionnels marocains et étrangers, et des salariés

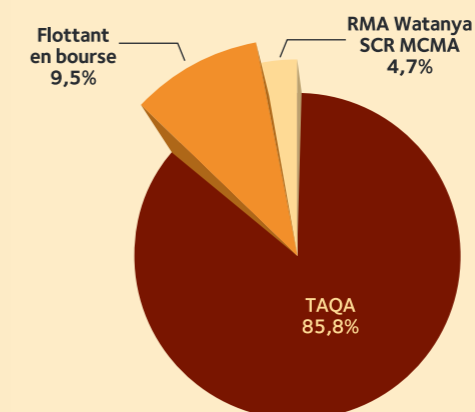
A l'issue de la période de souscription du 10 au 12 décembre 2013, l'action Jorf Lasfar Energy Company a été souscrite 6,69 fois. Le capital social de la Société a été porté à un montant de 2 358 854 200 Dh.

Cette introduction est une étape importante pour la société JLEC et un succès au vu des objectifs visés, à savoir : l'ancrage de l'entreprise dans le tissu économique marocain, l'amélioration de sa notoriété auprès du grand public et l'ouverture de son capital à de grands institutionnels marocains.

*“ Nous sommes particulièrement satisfait de l'intérêt marqué par les investisseurs dont l'engouement est un signe de confiance vis à vis de JLEC. La participation active des institutionnels de la place et des investisseurs étrangers s'est également faite dans les meilleures conditions. Je salue la confiance de nos salariés qui ont souscrit massivement à l'action et montré ainsi tout leur attachement à l'entreprise. ”*

**Abdelmajid Iraqui Houssaini, Président du Directoire**

**Actionariat**





**ÉTHIQUE  
ET GOUVERNANCE**



## Organes de gouvernance

Jorf Lasfar Energy Company est une société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance.

Le Directoire exerce la gestion de l'entreprise sous le contrôle du Conseil de Surveillance.

### Conseil de Surveillance au 1<sup>er</sup> janvier 2014

Carl SHELDON	Président du Conseil de Surveillance
Frank PEREZ	Vice-Président du Conseil de Surveillance
Khaled ALSAYARI	Membre du Conseil de Surveillance

### Directoire de Jorf Lasfar Energy Company au 1<sup>er</sup> janvier 2014

Abdelmajid IRAQUI HOUSSAINI	Président du Directoire
Omar ALAOUI M'HAMDI	Membre du Directoire
Abdelkader HILMI	Membre du Directoire
David O'HANIAN II	Membre du Directoire
Khalid BENGHANEM	Membre du Directoire

## Organes de direction



### Comité d'Organisation et de Rémunération

Le Comité d'Organisation et de Rémunération a pour objet d'aider le Directoire à s'acquitter de ses responsabilités en matière de Ressources Humaines, notamment en ce qui concerne la rémunération, les plans d'organisation, la planification de la relève, la formation des employés ainsi que toute autre question que pourrait lui soumettre le Directoire.

### Comité de Dialogue Social

Le Comité de Dialogue Social est chargé de la gestion du cahier revendicatif présenté par le bureau syndical, la gestion de situations conflictuelles, l'élaboration des accords, la révision de la charte de consultation sociale et la mise en place de sous-commissions de travail. Il facilite la rencontre des partenaires sociaux dans un esprit de négociation, de dialogue et de concertation pour déterminer et améliorer les conditions du travail et de l'emploi, pour organiser la relation entre l'employeur, d'une part, les salariés et l'organisation syndicale des salariés d'autre part.

### Comité de Sûreté

Le Comité de Sûreté est en charge de la coordination des mesures de sûreté au sein de TAQA au Maroc ; du suivi, mise en place et contrôle des procédures de sûreté ; de l'étude et la gestion des missions et des projets proposés par le Département Sûreté ; du contrôle des ressources mises en place pour assurer la sûreté au sein de JLEC.

### Comité de Sécurité et d'Hygiène

Le Comité de Sécurité et d'Hygiène a pour missions d'appréhender les risques professionnels liés à l'activité et d'assurer l'application des dispositions légales et réglementaires relatives à la sécurité, l'hygiène et la protection de la santé sur les lieux de travail. Il joue un rôle de veille et de contrôle des appareils et dispositifs de sécurité, et participe à développer un esprit de prévention des risques et de respect de la sécurité au sein de l'entreprise.

### Comité d'Entreprise

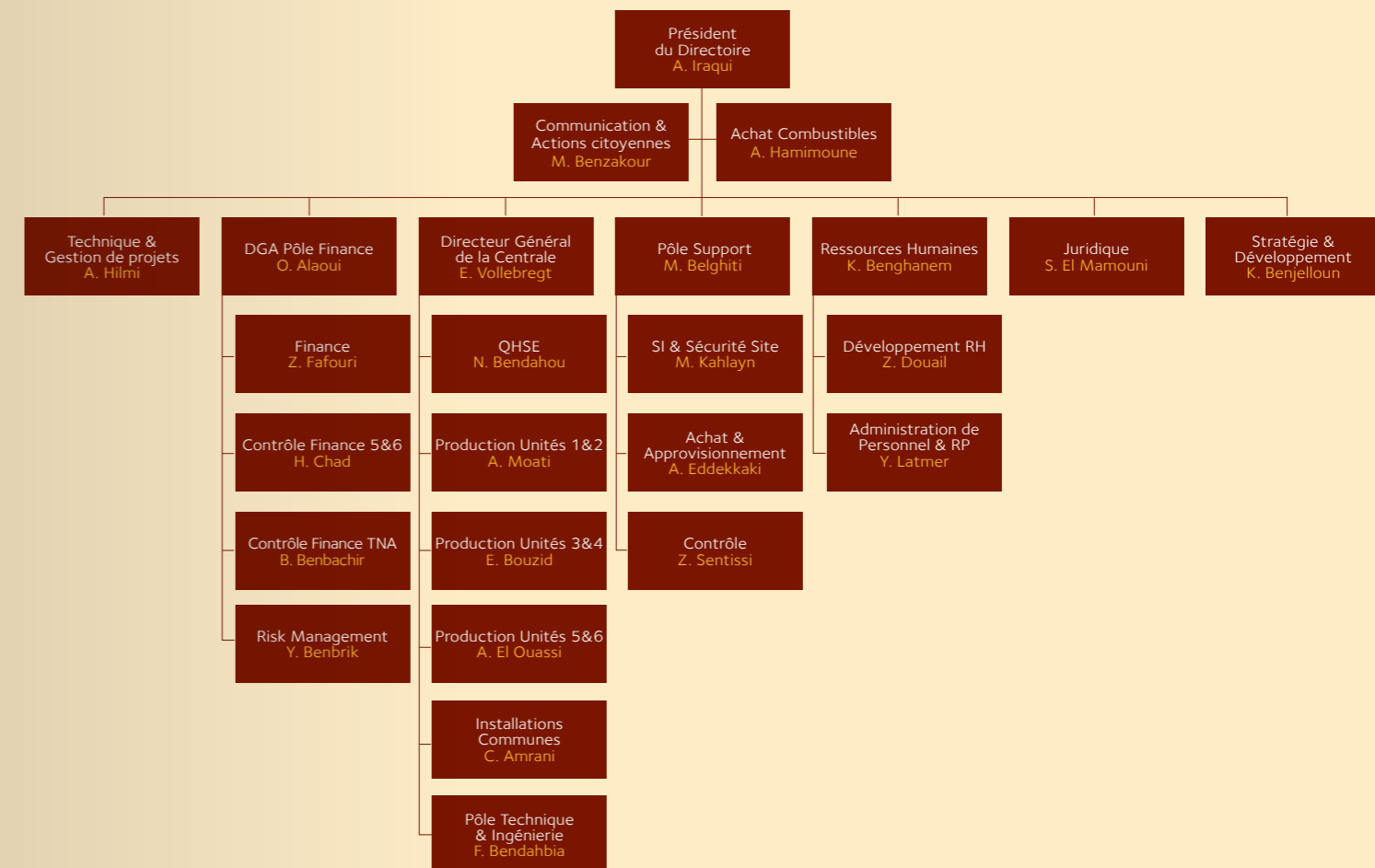
Le Comité d'Entreprise est consulté pour émettre des avis ou pour donner son accord dans les domaines suivant : les transformations structurelles et technologiques susceptibles d'être effectuées au sein de l'entreprise ; la stratégie de production de JLEC et les moyens d'améliorer sa rentabilité ; l'élaboration des projets sociaux au profit du personnel et le suivi de leur mise en œuvre ; le bilan social ; les programmes d'apprentissage, la formation insertion, la formation continue.

### Comité d'Audit et d'Ethique

Le Comité d'Audit et d'Ethique est chargé auprès du Directoire de JLEC du suivi des questions concernant l'éthique et du suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques. Il met en œuvre un Code de conduite pour JLEC en référence au Code de conduite du groupe TAQA et s'assure de l'adhésion de tous les collaborateurs pour sa bonne application. Il s'assure également de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, et surveille leur fiabilité, qualité et intégrité.



## Organigramme



## Code de Déontologie

TAQA Morocco est régie par un Code de Déontologie avec pour objectif de fixer les règles déontologiques permettant d'assurer le respect des principes d'équité, de transparence et d'intégrité sur le marché et ce en conformité avec les valeurs de l'entreprise et, plus généralement, celles du Groupe TAQA.

Le Code de Déontologie édicte, en sus des règles déontologiques particulières relevant de l'activité spécifique de la société et aux règles de conduite édictées par le Code de Déontologie du

Groupe TAQA « The Code of Business Ethics », les règles qui régissent l'utilisation et la communication de l'Information Privilégiée par la Société et les situations de Conflits d'Intérêts.

Il établit ainsi les principes directeurs et règles au sein de l'entreprise afin de s'assurer que l'ensemble des collaborateurs aient une vision commune des normes déontologiques du groupe et qu'ils exercent leur métier dans le respect de ces normes.



**TAQA**

# TAQA, un leader mondial de la production d'énergie au service du Royaume

Fondée en 2005, TAQA est aujourd'hui une référence dans son domaine et l'une des plus grandes sociétés cotées à la Bourse d'Abu Dhabi avec un total bilan de 33 milliards de dollars et plus 16 000 MW de capacité installée. Solidement implanté au Maroc, le Groupe TAQA est l'un des plus grands investisseurs étrangers au Maroc.

## Présentation du Groupe

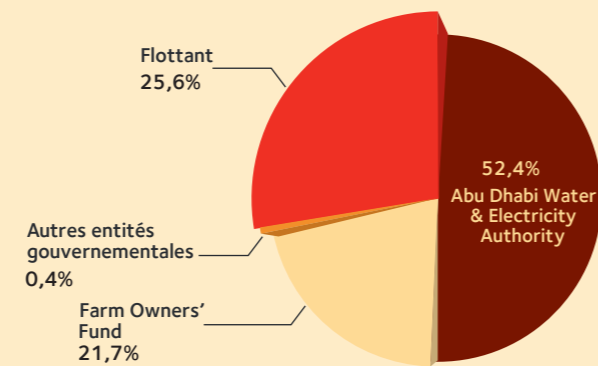
Détenue à hauteur de 51 % par le groupe public émirati ADWEA (Abu Dhabi Water and Electricity Authority), TAQA produit plus de 98 % de l'électricité consommée dans l'émirat d'Abu Dhabi.

La stratégie de TAQA repose sur la capacité à produire de l'énergie et à traiter le dessalement de l'eau à Abu Dhabi. TAQA est dotée d'une expertise technique et opérationnelle de premier rang et ce, à l'échelle internationale.

Cette expertise est largement démontrée à travers divers projets de développement dans le domaine de l'énergie.

Depuis 2006, TAQA a élargi son champ d'intervention en intégrant notamment les activités associées aux secteurs du pétrole et du gaz, de l'électricité et de l'eau et des infrastructures de transport et de stockage de produits pétroliers et gaziers dans la région MENA, en Inde, en Europe et en Amérique du Nord.

## Actionnariat



## Implantation mondiale

TAQA emploie 3 300 personnes dans 11 pays et sur 4 continents : Asie, Afrique, Amérique du Nord et Europe.



## Champs d'activités

Notée A3 par Moody's et A par Standard & Poor's, TAQA est un Groupe intégré et structuré en 3 segments : Pétrole et Gaz, Eau et Électricité et Solutions Énergétiques.

### Pétrole et Gaz

Le Groupe TAQA est ainsi engagé dans l'exploration, le développement et la production de pétrole brut, de gaz naturel et de liquides de gaz naturels, ainsi que le stockage de gaz, le traitement et le transport de gaz et de pétrole.

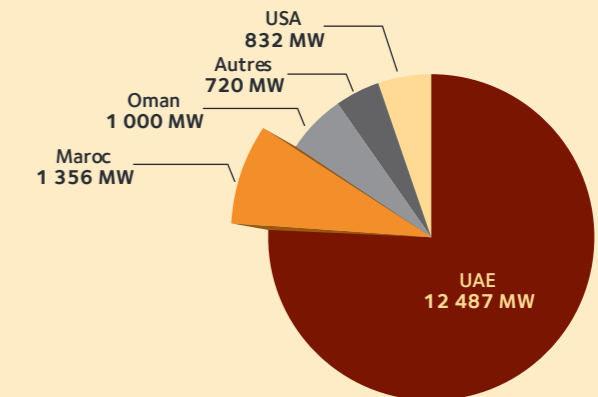
### Eau et Électricité

Le Groupe TAQA fournit plus de 98 % de l'eau et de l'électricité consommées dans l'émirat d'Abu Dhabi et déploie son intervention à l'international avec plus de 16 000 MW de capacité installée sur 4 continents.

### Solutions Énergétiques

TAQA Energy Solutions a été créée en 2012 afin de développer des solutions d'énergie durables à forte dimension technologique, dans les secteurs de l'éolien, du solaire, de la valorisation des déchets, etc.

## Capacité brute installée



**Total brut 16 395 MW**



**TAQA  
MOROCCO**

# Jorf Lasfar Energy Company, 1<sup>er</sup> producteur privé d'électricité au Maroc

**1<sup>er</sup> producteur privé d'électricité du Royaume, TAQA Morocco porte au Maroc tout le savoir-faire du Groupe TAQA dans le secteur de l'énergie, avec la volonté d'accompagner le développement du Plan Énergétique du Royaume.**

Le développement socio-économique du Maroc et les projets majeurs en cours initiés au niveau de tous les secteurs de l'économie, plus particulièrement le Programme d'Électrification Rurale Global (PERG), ont fortement contribué à l'augmentation de la demande nationale en énergie.

Depuis 2002, la consommation électrique du Maroc connaît une augmentation moyenne de 7% par an.

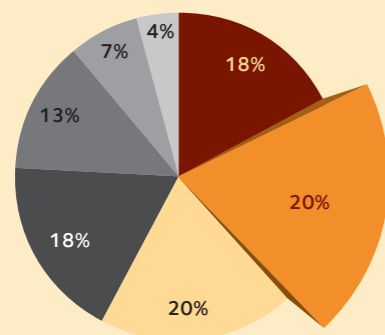
Dans les prochaines années, le Maroc va faire face à un besoin croissant en énergie :

- La demande en énergies primaires au Maroc devrait doubler d'ici 2020 et tripler en 2030
- La demande en électricité au Maroc devrait doubler d'ici 2020 et quadrupler en 2030

Dans ce contexte, TAQA Morocco entend s'inscrire dans le développement du mix énergétique et se positionner ainsi sur les différentes opportunités du marché national et international, notamment sur le thermique et le renouvelable.

## Contribution au Maroc

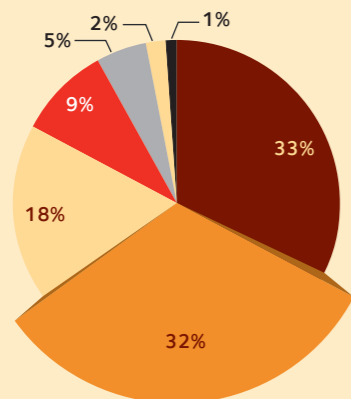
### Capacité installée – MW (2012)



■ Thermique ■ JLEC ■ Hydraulique ■ Gaz  
■ Cycles combinés ■ STEP ■ Eolien

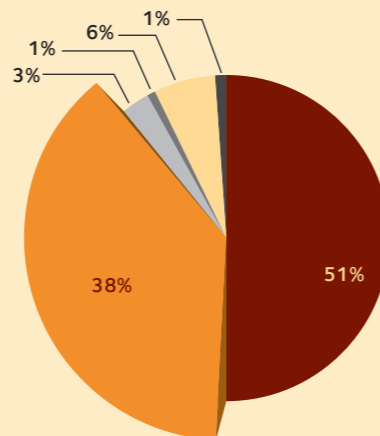
- **20%** de la capacité installée au Maroc, avec 1356 MW de capacité en 2012
- **38%** de la production nationale, soit l'équivalent de 10 191 GWh en 2012
- **32%** de la demande électrique nationale

### Couverture de la demande électrique – GWh (2012)



■ Thermique ■ JLEC ■ Import  
■ EET ■ Hydraulique ■ Eolien ■ Autres

### Production d'électricité – GWh (2012)

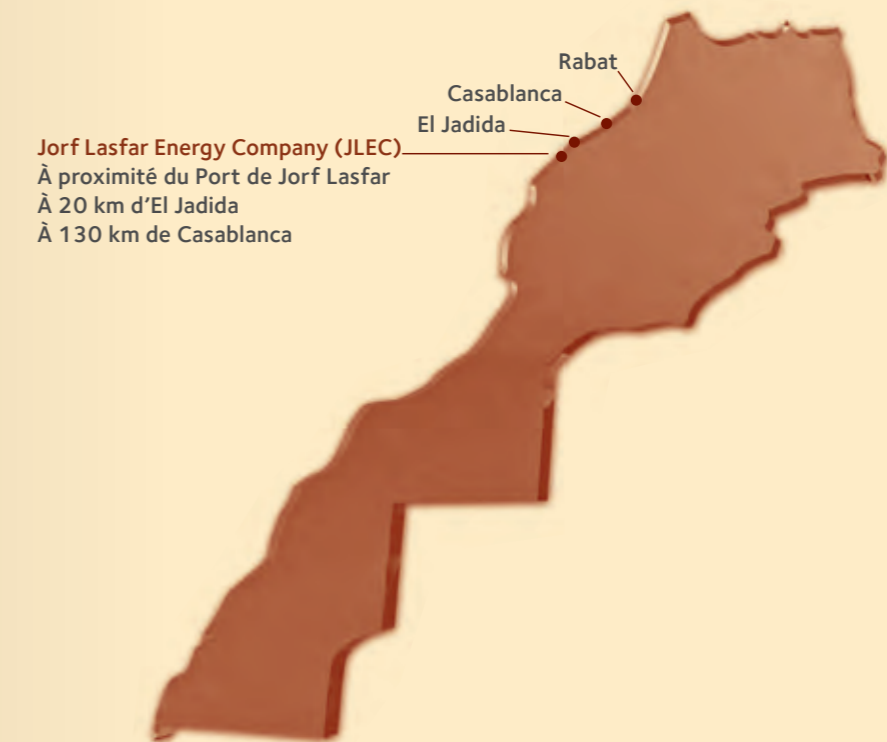


■ Thermique ■ JLEC ■ Eolien  
■ Tiers nationaux ■ Hydraulique ■ STEP

Sources : ONEE Brochures statistiques 2007 et 2012 et rapport annuel 2002 ; Ministère de l'Énergie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement (Janvier 2013) ; La nouvelle Stratégie Énergétique Nationale (Janvier 2013)



## Une localisation stratégique



La Société a été créée en 1997 par le consortium CMS Génération et ABB, adjudicataire de l'appel d'offres international initié par l'ONE en 1994, en vue d'ouvrir la production électrique nationale aux investisseurs privés.

Ledit appel d'offres portait sur l'exploitation et le transfert de la Centrale située sur la cote atlantique, à 127 km au sud-ouest de Casablanca. Le site s'étend sur une superficie de 60 hectares et peut abriter jusqu'à six unités de production électrique alimentées au charbon d'une puissance unitaire avoisinant 350 MW.



### Une stratégie ambitieuse

S'inscrivant dans le développement du Plan Énergétique du Maroc, la stratégie de TAQA Morocco repose sur la production du kWh le plus fiable, le plus efficace et le plus respectueux des normes de sécurité et d'environnement.

La politique générale menée par le Groupe s'inscrit dans le respect du dispositif contractuel dans lequel il évolue.

Ainsi, sa stratégie s'articule autour des cinq axes suivants :

- Être leader dans la production d'électricité privée au Maroc
- Renforcer le partage d'une culture commune, une politique sociale forte et le développement des compétences des salariés
- Maintenir le statut de société responsable, animée par une démarche éthique et soucieuse d'agir en faveur du développement durable
- Développer et acquérir d'autres projets dans le domaine de la production d'énergie au Maroc et dans la région, selon les opportunités qui se présenteraient au regard du cadre réglementaire et contractuel

### Des installations performantes

La Centrale Thermique est dotée d'installations performantes assurant un taux de disponibilité de plus de 90 %, la classant dans le premier "quartile" des centrales électriques du monde. Ce rendement optimal et cette fiabilité sont garantis par un programme de maintenance préventive rigoureusement planifié, en s'appuyant aussi sur l'expertise du capital humain.

- Capacité globale des 6 unités : 2 056 MW
- 6 millions de tonnes de charbon/an à importer
- Un parc à charbon d'une capacité de 1 000 000 tonnes
- Deux réservoirs de fioul d'une capacité de 50 000 m<sup>3</sup> chacun
- Une station d'alimentation en eau déminéralisée
- Une station d'alimentation en eau de réfrigération
- Une carrière de stockage des cendres

### Un programme de maintenance préventive

Le bon fonctionnement de la Centrale Thermique de Jorf Lasfar s'appuie sur une politique de maintenance extrêmement rigoureuse. Le programme de maintenance préventive mis en place améliore ainsi la fiabilité et permet un rendement optimal de la Centrale. Chaque cycle de maintenance est assuré par plus de 750 contractants supplémentaires travaillant 24h/24 et 7j/7.

- Assurer la Sécurité au Travail et l'Environnement
- Maintenir et améliorer la disponibilité opérationnelle des installations de production
- Assurer la qualité au niveau de toutes les phases des processus de production
- Maîtriser et optimiser les coûts de maintenance

La politique de maintenance de Jorf Lasfar Energy Company tient compte d'un programme défini d'arrêts planifiés des unités, sur la base d'un cycle de 8 ans, incluant trois catégories d'arrêt de maintenance : arrêt pour inspection simple : 7 jours ; arrêt mineur : 21 jours/25 jours ; arrêt majeur : 42 jours.



### Un port dédié à l'activité

La Centrale Thermique bénéficie d'une position géographique stratégique compte tenu de sa proximité du port de Jorf Lasfar. Le terminal charbonnier de la Centrale est un maillon important dans le secteur de la production d'énergie électrique au Maroc, environ 85% des importations de charbon destinées aux Centrales Thermiques transitent par ce terminal comprenant :

- Un quai (n°3) de 180 ml à 12,5 m de tirant d'eau pouvant recevoir des navires type panamax de 66 000 tonnes
- Deux portiques à benne de 1 200 t/h chacun
- Une ligne de convoyeurs à charbon de 2 400 t/h

Le parc à charbon de la Centrale Thermique de Jorf Lasfar a une capacité de stockage de 1 million de tonnes brutes et l'approvisionnement en charbon avoisine actuellement les 4,3 millions de tonnes/an.

Pour faire face aux besoins croissants en charbon, le projet d'extension du terminal charbonnier initié par JLEC en collaboration avec l'ONEE et l'ANP a pour objet :

- La construction d'un nouveau quai (3 bis) de 300 ml et de 16 m de tirant d'eau pouvant recevoir des navires de 120 000 tonnes et assurer un trafic de plus 7 millions de tonnes par an, permettant un quasi doublement des capacités de production de la Centrale
- La fourniture et l'installation de deux déchargeurs de navire de 2 400 t/h chacun
- La fourniture et l'installation d'une nouvelle ligne de convoyeurs de 2 400 t/h
- La fourniture et l'installation d'un nouveau stacker de 4 800 t/h
- La réhabilitation et l'extension du quai 3 existant à 300 ml et 16 m de tirant d'eau
- L'extension en arrière des lignes des convoyeurs (existantes et nouvelles) respectivement de 60 m et 300 m

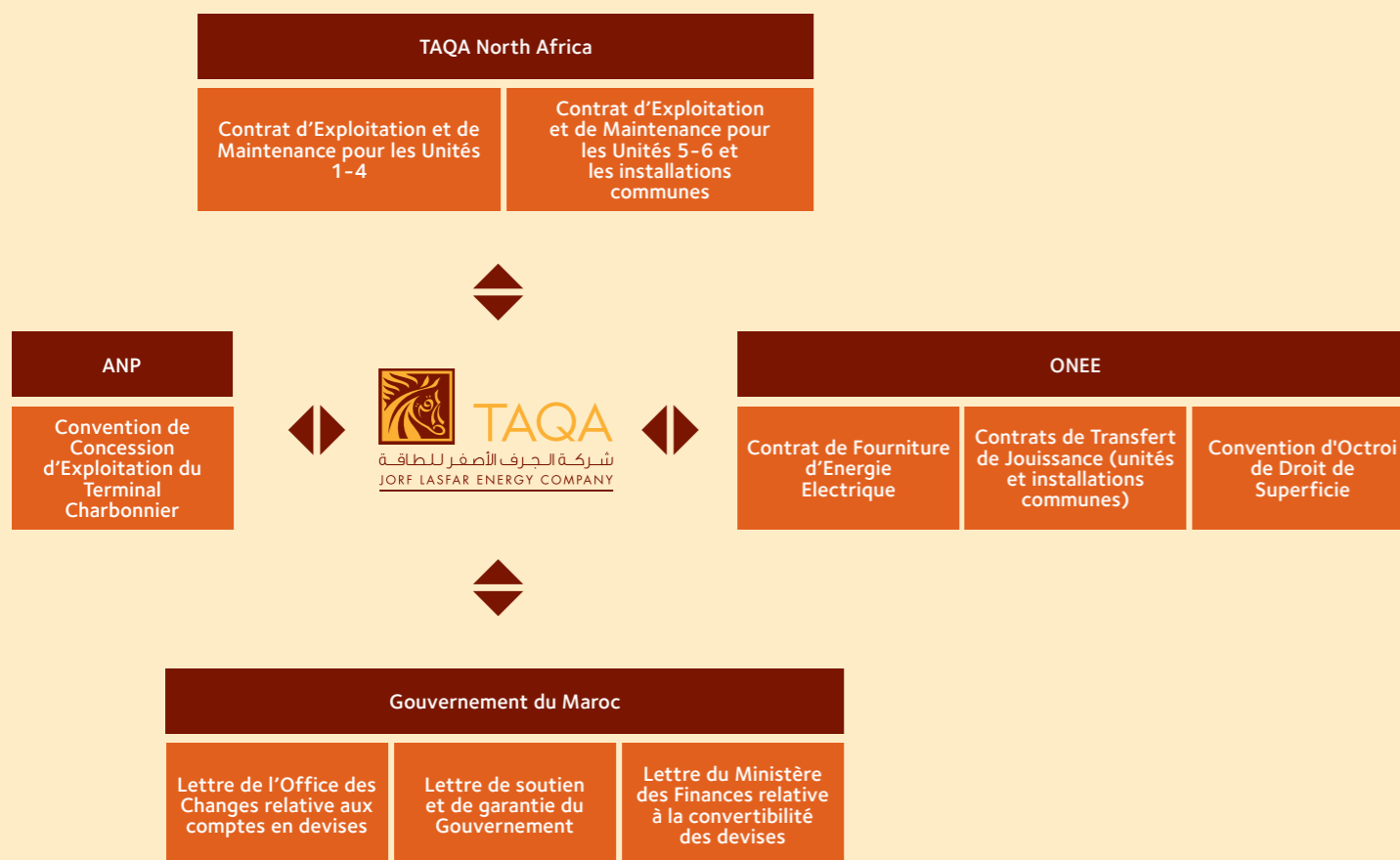
La Centrale Thermique dispose d'une concession sur les quais 3 et 3 bis pour une durée de 30 ans.

Le terminal charbonnier est certifié ISO 9001-2008 par Lloyd's Register Quality Assurance Limited.





### Un cadre contractuel solide

La production de l'électricité est couverte par un contrat de Fourniture d'Énergie Électrique "PPA" sur 30 ans, qui permet de sécuriser le niveau de revenu selon la grille tarifaire déterminée sur 30 ans. Jorf Lasfar Energy Company bénéficie par ailleurs d'une lettre de soutien et de garantie du Gouvernement marocain.



### Le charbon en quasi pass-through

La facturation des frais d'énergie permet de garantir une refacturation en quasi "pass-through" des achats consommés de charbon.

Unités	Capacité	Durée du contrat PPA
 Unités 1 à 4	1 356 MW	1997 - 2027
 Unités 5 & 6	700 MW	2014 - 2044



# DÉVELOPPEMENT

# JLEC 5&6, une extension majeure pour le pays



Face aux enjeux énergétiques, TAQA Morocco poursuit sa stratégie de développement à travers l'extension de la Centrale Thermique à deux nouvelles unités de production d'une capacité de 700 MW, portant ainsi la capacité totale de la Centrale à 2 056 MW, soit une augmentation de plus de 50% de la capacité installée d'électricité.

L'extension de la Centrale s'inscrit dans le cadre du Protocole d'Accord signé le 12 Mai 2009 entre TAQA/JLEC et l'ONEE, en présence de Sa Majesté le Roi Mohammed VI et Son Altesse le Prince Héritier d'Abu Dhabi Cheikh Mohammed Ben Zayed Al Nahyane.

Jorf Lasfar Energy Company 5&6 (JLEC 5&6) représente le plus important projet de financement international de ces dix dernières années au Maroc pour un montant équivalent de 1,4 milliard de dollars sur 16 ans en multi-devises.

- Capacité supplémentaire : 700 MW
- Investissement global : 1,6 milliard USD
- 4 000 emplois directs et 2 000 indirects durant la phase de construction
- 135 emplois directs et 1 000 indirects durant la phase d'exploitation
- EPC Contract : Consortium Mitsui & Co (Japon) et Daewoo Engineering & Construction (Corée)
- Synchronisation au réseau national : le 25 octobre 2013 pour l'Unité 5 et le 05 février 2014 pour l'Unité 6
- Dates de mise en service : 15 avril 2014 pour l'Unité 5 et le 07 juin 2014 pour l'Unité 6

Sur le plan environnemental, l'extension de la Centrale bénéficie de ses propres installations de traitement des rejets liquides et des fumées, représentant un investissement de plus de 200 millions de dollars. Un dispositif de désulfuration est mis en place pour le traitement des fumées ainsi qu'un suivi rigoureux et continu des émissions des cheminées.

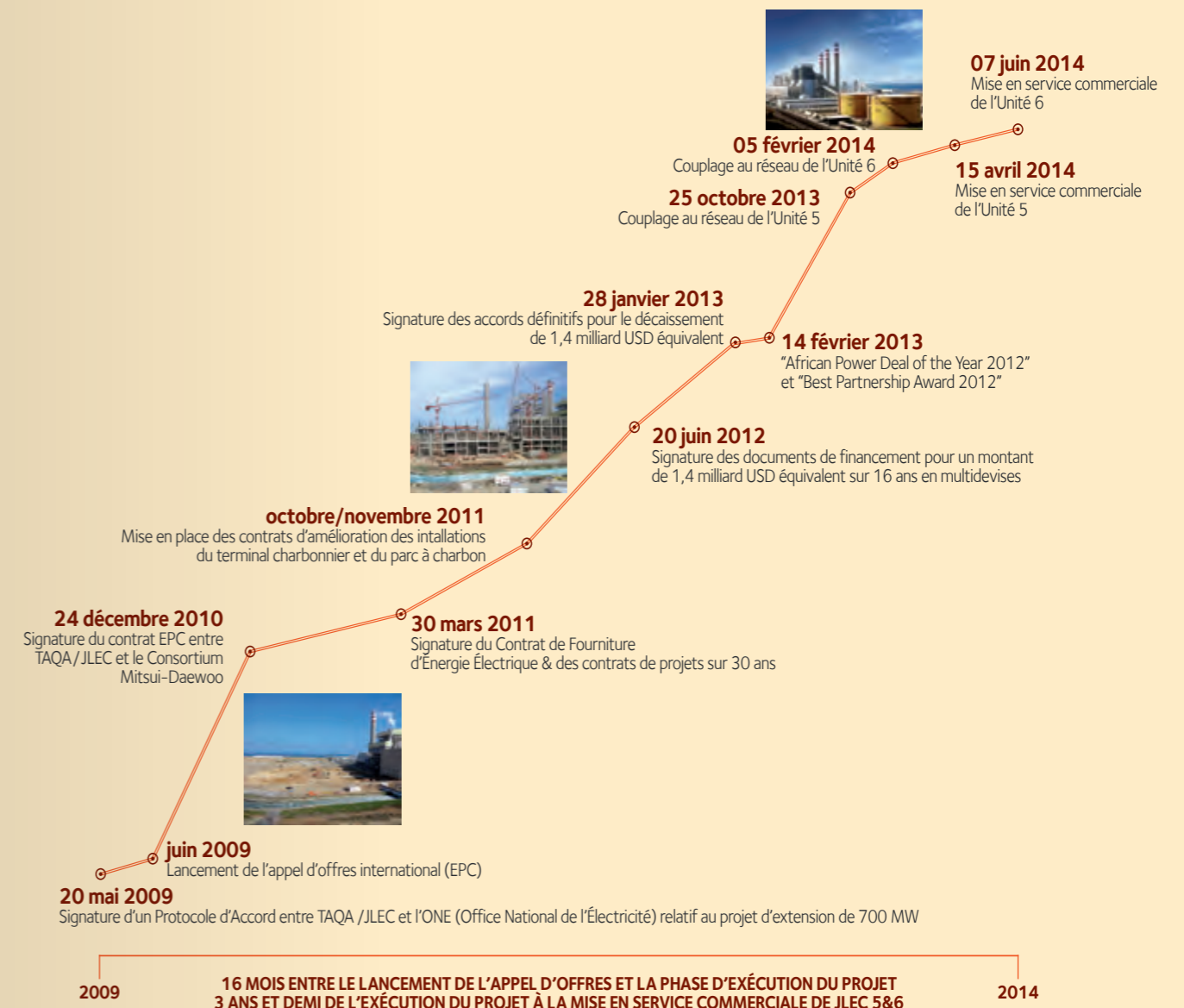
La Centrale Thermique bénéficie également de l'extension et de l'amélioration des installations du terminal charbonnier et du parc à charbon : déchargeurs mobiles et gratteurs, convoyeurs, stacker et amélioration des performances des convoyeurs pour une capacité de déchargement pouvant atteindre 10 millions de tonnes de charbon.

## Changement d'échelle dans la capacité de production

Les nouvelles unités 5&6 ont pour principal objectif de répondre, dans des délais optimaux, aux besoins de l'Office National d'Électricité et de l'Eau Potable (ONEE) en moyens de production afin de sécuriser l'approvisionnement du pays en électricité.

Avec deux unités de 350 MW chacune, cette extension représente en effet une augmentation de plus de 50% des capacités de production de JLEC, lui permettant de conforter sa position de leader de la production privée d'électricité au Maroc.

## Phases de développement du projet





**CAPITAL HUMAIN**

# Les valeurs au cœur de l'organisation

La culture d'entreprise repose sur des valeurs qui servent de référence morale, intellectuelle et professionnelle à tous ceux et toutes celles qui travaillent au sein de la société.



## Poursuite de l'excellence

Nous croyons en l'excellence dans tout ce que nous entreprenons.

## Sûr et durable

Nous menons nos activités de manière sûre et durable.

## Plus forts ensemble

Nous sommes convaincus que nous sommes meilleurs lorsque nous travaillons ensemble.

## Courageux et créatifs

Nous croyons qu'il faut être courageux et créatif au quotidien.

## Dignes de confiance et confiants

Nous croyons que se faire mutuellement confiance est le fondement de tout ce que nous entreprenons.

# Principes d'une politique de valorisation du capital humain

La pérennité et le développement de l'entreprise s'appuient sur une stratégie de gestion des Ressources Humaines performante et dynamique. Son objectif est double : optimiser le rôle de chacun dans le dispositif global, tout en lui permettant de s'épanouir dans son parcours professionnel.

## Principes fondamentaux

La politique ressources humaines, animée par des valeurs fortes et partagées, est à l'écoute de son capital humain et répond à cinq principes fondamentaux :

- **Une approche responsable de la sécurité et de l'environnement**, qui consiste à prendre toutes les mesures légales, réglementaires et normatives de prévention des risques et de protection des salariés et de l'environnement.
- **Une gestion de proximité des Ressources Humaines**, qui responsabilise l'ensemble de l'encadrement, dans le cadre d'une approche participative pour répondre en toute efficacité aux besoins administratifs et professionnels quotidiens du personnel.
- **Un renforcement de l'engagement des salariés**, par l'adoption des règles d'équité salariale interne, de protection sociale avancée, et de promotion de l'action sociale des collaborateurs et de leurs familles.
- **Un développement des compétences de chacun**, par l'adoption d'un système d'appréciation crédible et efficace, et d'une politique de formation permettant une évolution de carrière qui répond à la fois aux besoins de l'activité de la Centrale et aux ambitions légitimes des salariés, en matière de développement et de gestion des talents.
- **Une politique d'ouverture et du dialogue**, axée sur le partenariat, la reconnaissance, l'écoute, le compromis et le respect des engagements.

## Orientations majeures

Traduisant les valeurs dans les pratiques managériales quotidiennes et l'action soutenue de l'entreprise au profit de son environnement, la politique RH s'inscrit dans le respect des droits fondamentaux et des libertés syndicales, en conformité avec la législation en vigueur, et dans le cadre des responsabilités sociales de l'entreprise et de ses actions citoyennes.

La politique RH de l'entreprise s'articule ainsi autour de trois orientations majeures qui placent les Ressources Humaines au centre des intérêts du management avec l'objectif de :

- **Valoriser** les compétences de chacun
- **Fidéliser** les collaborateurs
- **Optimiser** les performances individuelles et collectives

## Ouverture et dialogue

La politique RH en matière de relations sociales consiste à asseoir les règles de fonctionnement et de gestion des relations professionnelles, afin d'instaurer au sein de l'entreprise une dynamique interne d'ouverture, de transparence, d'échange, de dialogue et d'enrichissement mutuel. A cet effet, une charte de concertation sociale a été mise en place dans le respect de principes majeurs que chacun doit intégrer et appliquer, à savoir :

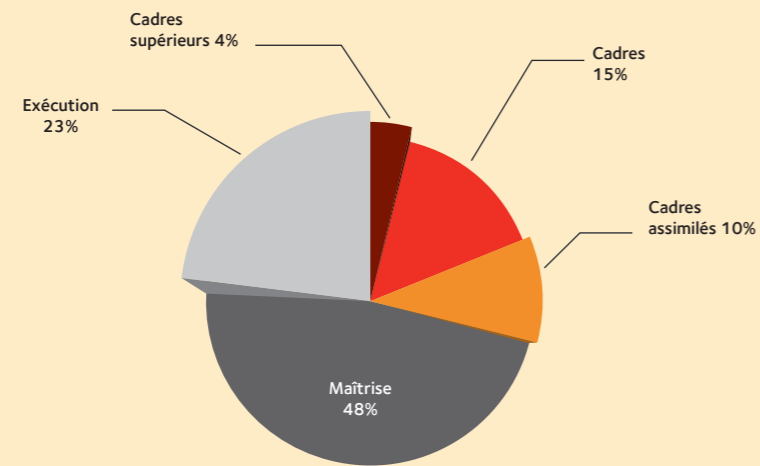
- **Le respect mutuel** nécessaire à la gestion sereine des relations professionnelles, au maintien d'un climat social sain, et au développement d'une culture de dialogue et de concertation
- **Le respect des libertés et droits relatifs à la représentation salariale**, et à l'exercice syndical au sein de l'entreprise
- **L'application stricte des règles et procédures internes** à l'entreprise, notamment en matière d'emploi, de discipline, de santé, de sécurité, d'environnement, de productivité et de qualité
- **L'adoption de règles d'équité, de maintien des avantages acquis et de transparence** en matière d'organisation et de gestion des relations de travail

## Une gestion RH de proximité

A fin 2013, l'effectif global de TAQA Morocco s'élève à 480 employés directs et plus de 500 sous-traitants, toutes catégories socio-professionnelles confondues. Ces femmes et hommes sont les forces vives de l'entreprise et les garants du fonctionnement optimal de la Centrale.

### Profil du capital humain

Répartition de l'effectif par catégorie en 2013



### Politique sociale

Partie intégrante de la politique Ressources Humaines, la politique sociale constitue un ensemble d'actions mises en œuvre progressivement afin d'accompagner l'amélioration des avantages et du bien-être destinés au personnel.

### Politique de recrutement & intégration

La politique de recrutement se fonde sur la recherche de talents : des potentiels dynamiques, entreprenants, de futurs collaborateurs et managers qui souhaitent évoluer au sein de l'entreprise et qui en partagent les valeurs. Les relations de travail au sein de l'entreprise reposent sur la transparence, la concertation et le respect du rôle de chacun. La société accorde une grande importance à l'intégration des nouveaux collaborateurs avec un accueil personnalisé et un parcours d'intégration lui permettant de se familiariser avec son nouvel environnement.



## Développement des compétences

TAQA Morocco s'attache à appliquer une politique attentive de développement continu des compétences, par la formation et l'amélioration des savoir-faire, dans le double objectif de renforcer l'employabilité et la mobilité de ses salariés, tout en confortant leur épanouissement professionnel.

### Formation


Après identification des besoins, des formations adéquates sont programmées pour les collaborateurs pour leur permettre l'acquisition des compétences nécessaires à l'atteinte des objectifs de développement et de carrière. L'importance donnée à la formation continue s'inscrit ainsi dans la durée et dans la perspective de développement et de capitalisation de l'expertise.

### Évolution de carrières

La politique de gestion des carrières, un outil primordial pour atteindre trois objectifs essentiels :

- La **flexibilité** fonctionnelle de la main d'œuvre employée et qui correspond aux nouvelles formes d'organisation du travail (recherche de polyvalence, hausse du niveau moyen de qualification des salariés)
- La **reconnaissance** et la promotion des employés les plus méritants
- Le **développement** des salariés grâce à un management des talents et potentiels forts

Ainsi, cette politique offre aux salariés une **possibilité de promotions verticales ou horizontales**, par changement d'emploi vers un niveau de responsabilité supérieur, ou par changement de métier pour un enrichissement professionnel, à niveau de responsabilité identique.

A photograph of an industrial facility, likely a refinery or power plant, with a large green field of plants in the foreground. The facility features a complex network of pipes, scaffolding, and a large yellow storage tank labeled 'Gas Oil'. A tall metal tower is visible on the left side of the image. The sky is clear and blue.

**POLITIQUE QUALITÉ,  
HYGIÈNE, SANTÉ,  
SÉCURITÉ ET  
ENVIRONNEMENTALE**

# Qualité, Hygiène, Santé et Sécurité



**Pour TAQA Morocco aucune autre priorité de production n'est aussi importante que celle concernant la santé et la sécurité de ses employés, mais également celle des sociétés prestataires de service et celle du grand public. L'entreprise veille donc à ce que sa politique QHSE soit en permanence appropriée aux impacts et aux risques, pour assurer la protection de l'environnement et la santé des salariés, collaborateurs et clients.**

## Une démarche forte et proactive

A travers une démarche forte et proactive de prévention, de sensibilisation et de formation, TAQA Morocco s'attache à encourager l'adhésion de l'ensemble de son personnel à la mise en œuvre des normes QHSE, et des bonnes pratiques en matière de Qualité, Hygiène, Sécurité et Environnement.

Des programmes de formation ciblés sont régulièrement mis en place, permettant de renforcer la culture et la compétence du personnel en la matière, et d'instaurer une approche d'amélioration continue. En matière de sécurité notamment, tous les employés de l'entreprise sont encouragés également à identifier, signaler et analyser les causes de tous les incidents ou accidents survenus dans la Centrale. L'engagement et l'implication de tout le personnel, à tous les niveaux, sont reconnus comme des éléments clés de la réussite de cette Politique de Santé et de Sécurité au travail. Sur ce plan, la société est certifiée OHSAS 18001.

## Dispositif mis en place

TAQA Morocco a mis en place au sein de la Centrale tout un dispositif médical chargé de veiller à la diffusion et à l'application des mesures d'hygiène, de santé et de sécurité auprès du personnel, ainsi que de répondre à d'éventuelles situations de crise :

- Une infirmerie entièrement équipée avec la présence d'infirmiers 24h/24h, 7j/7
- Présence d'un médecin du travail sur site 3j/7
- Une ambulance médicalisée
- Mise en place de manuels et de procédures sécurité, environnement et prévention des risques destinés à minimiser les accidents du travail et les impacts environnementaux
- Mise en place de programmes de formation et de sensibilisation du personnel
- Recherche permanente de l'adhésion du personnel à cette démarche de santé et de sécurité au travail
- Mise à disposition d'un manuel et d'un CD ROM sur les principales dispositions mises en place au sein de la Société en matière d'Hygiène, de Santé et de Sécurité au Travail
- Des campagnes périodiques sur des thèmes bien précis sur la santé et la sécurité des employés
- Une implication active des employés sous-traitants dans notre programme HSE
- Une veille réglementaire continue en matière des textes HSE applicables à notre activité

# Engagement environnemental

**Tout en étant un opérateur actif et efficace dans le domaine de l'énergie au Maroc, TAQA Morocco se donne pour mission de contrôler en continu son impact environnemental. Aspirant ainsi à se positionner en entreprise citoyenne, au même titre que la qualité et la sécurité, la protection de l'environnement fait l'objet d'une priorité interne de l'entreprise. Sur ce plan, la société est certifiée ISO 14001.**

## Gestion et protection de l'environnement

### Stockage et recyclage des cendres de charbon

La gestion et le stockage des cendres se font selon les dernières technologies internationales. L'entreprise recycle près de 90 % des cendres volantes au niveau de l'industrie locale du ciment.

### Gestion des déchets solides

Une politique de traitement et de recyclage des déchets a été instaurée. Un tri est opéré sur le site avant que les déchets ne soient expédiés vers des sociétés de recyclage ou de traitement spécialisées : déchets industriels spéciaux, déchets domestiques et déchets industriels banals ou assimilés (bois, plastique, ferraille...).

### Contrôle de la qualité de l'air

L'entreprise adopte des valeurs limites des rejets (dioxyde de soufre, oxydes d'azote, particules de poussière). Ces valeurs limites sont une synthèse des différents standards préconisés par les bailleurs de fonds. Les émissions de cheminée de la Centrale Thermique restent très loin en deçà des valeurs limites grâce à la qualité du charbon utilisé par JLEC et de certains équipements tels que les brûleurs à faible génération d'oxydes d'azote et l'injection de SO<sub>3</sub> pour la réduction des poussières. L'utilisation d'électro-filtres permet de retenir plus de 99 % des particules de poussière. La hauteur de la cheminée (132 m) explique la bonne dispersion des résidus évitant toute concentration locale.

### Contrôle de la qualité de l'air ambiant

La station de contrôle de la qualité de l'air, localisée à Douar Ouled Chaoui (commune Sidi Abed) à 3 km de la Centrale, suit de près la concentration des différents composants (dioxyde de soufre, oxydes d'azotes et particules). Cette station fonctionne 24h/24 et suit les émissions provenant de JLEC au niveau de la région.

### Suivi de la qualité de l'air en milieu professionnel

Dans un souci continu d'assurer à ses employés un milieu de travail sain, TAQA Morocco procède annuellement, par le biais d'un bureau de contrôle international, à l'analyse de l'air dans différents points de travail de la Centrale, à savoir, le port, le parc à charbon, la station de criblage du charbon, les différents étages de la chaudière et l'aire d'évacuation des cendres.

### Suivi de la qualité des eaux

Mensuellement, la surveillance de la qualité des eaux souterraines, des eaux usées et des eaux de refroidissement est assurée par un laboratoire externe. Toutes les campagnes d'analyses ont montré la conformité aux normes internationales notamment celle de la Banque Mondiale. Quant aux eaux de refroidissement, elles sont acheminées par un canal de 1,5 km de long, en passant par des cascades de refroidissement qui lui permettent d'arriver au point de rejet à une température à peine supérieure de 3 à 5 °C par rapport à la température ambiante de l'eau de mer.

Périodiquement et en marge des audits du Ministère du Commerce et de l'Industrie dans le cadre de la certification ISO 14001, des audits externes des bailleurs de fonds ainsi que des audits du Groupe TAQA sont menés pour vérifier la conformité des exigences environnementales mises en place. En cas de dépassement des valeurs limites, TAQA Morocco a mis en place un dispositif et des procédures pour répondre et corriger les écarts.

## Système de Management Intégré QHSE

Dans le cadre de l'amélioration continue, TAQA Morocco s'est lancée depuis 2013 dans la mise en place d'un Système de Management Intégré (SMI) incluant les trois certifications : ISO 9001, ISO 14001, OHSAS 18001. L'audit de certification est prévu pour juin 2014 et sera mené par le cabinet Lloyds.



**RESPONSABILITÉ  
CITOYENNE**



**Entreprise citoyenne, TAQA Morocco est un acteur socialement engagé, tant au niveau régional que national, menant une politique d'actions active, de proximité et soutient de nombreuses causes caritatives et ONG. À ce titre, l'entreprise travaille en étroite collaboration avec les autorités pour le déploiement d'actions orientées sur la Santé, l'Éducation, la Culture, et l'Environnement.**

## SANTÉ

### Lutter contre le cancer avec l'Association Lalla Salma

Consciente de l'ampleur du cancer au Maroc et de l'émergence de la lutte contre ce fléau dans les grands enjeux de Santé Publique, TAQA Morocco s'est associée à l'Association Lalla Salma de Lutte contre le Cancer afin d'accompagner toute sa démarche au niveau de la recherche, la formation, la sensibilisation, etc.

### Soutenir les enfants atteints de cancer

TAQA Morocco s'est engagée auprès de l'Association des Parents et Amis des Enfants atteints de cancer (Association l'Avenir) afin d'apporter à ces enfants toute l'aide médicale, matérielle et psychoaffective dont ils ont besoin.

### Pour l'intégration sociale des personnes atteintes de trisomie

TAQA Morocco s'est associée à l'Association Marocaine de Soutien et d'Aide aux personnes Trisomiques (AMSAT) afin d'aider les personnes atteintes de la trisomie 21 dans leur intégration sociale.

### Soutien aux personnes handicapées de la Province d'El Jadida

TAQA Morocco s'est associée à la Province d'El Jadida et au Goldwing Club Maroc pour une opération de distribution de chaises roulantes et de béquilles destinées aux personnes handicapées de la région. 280 chaises roulantes et 80 béquilles ont été distribuées durant cette opération.

### Caravane médicale pour l'accès aux soins et à la santé en zone rurale

800 habitants des douars avoisinant la Centrale ont bénéficié de consultations (visites médicales, radiographies, échographie, distribution de médicaments) en étroite collaboration avec l'Association des Doukkala, le soutien de la Fondation Mohammed V et la Délégation Provinciale de la Santé Publique.

## ÉDUCATION

### Distribution de fournitures scolaires

Afin de répondre aux besoins des écoles de la région, TAQA Morocco lance chaque année une opération de distribution de fournitures scolaires, en étroite collaboration avec la Délégation de l'Enseignement Scolaire de la Province d'El Jadida. La distribution de cartables, livres et fournitures concerne chaque année plus de 5 000 élèves.

### Réaménagement des écoles de la région d'El Jadida

Afin d'offrir un meilleur cadre à l'enseignement, TAQA Morocco lance chaque année une opération de réaménagement de 5 écoles parmi les plus défavorisées de la région d'El Jadida.

### Lutter contre l'abandon scolaire avec l'Association Kan Ya Makane

TAQA Morocco s'est associée avec l'Association Kan Ya Makane afin de participer à la généralisation de l'éducation de base et lutter contre l'abandon scolaire dans les écoles publiques. 4 écoles publiques de la région d'El Jadida ont été ciblées et intègrent ce programme d'éducation qui vise 600 enfants.

### Soutenir les jeunes enfants déscolarisés

TAQA Morocco s'est associée au projet social « Mazaya » initié par la Fondation Ténor afin de parrainer deux jeunes enfants déscolarisés. L'objectif avec « Mazaya » est de leur offrir une double formation combinant éducation de base et cursus musical approfondi, dans une perspective d'insertion socio-professionnelle.

## CULTURE

### Festival International Jawhara

TAQA Morocco s'est associée au Festival International Jawhara pour participer à cet événement culturel. 300 artistes répondent présent. De jeunes artistes de différents horizons se joignent au festival dans le cadre de « Jawhara Talents » afin de présenter leurs créations musicales.

### Moussem de Moulay Abdellah

TAQA Morocco se joint chaque année à la Province d'El Jadida et la Commune de Moulay Abdellah pour le Moussem de Moulay Abdellah. Constituant l'une des plus importantes manifestations du genre, tant à l'échelle régionale que nationale, le Moussem de Moulay Abdellah est sans conteste le rendez-vous incontournable des tribus de Doukkala qui réuni quelques 1 700 cavaliers et accueille plus de 450 000 visiteurs.

### Festival Mawazine

Le Festival Mawazine Rythmes du Monde est un festival incontournable au Maroc. JLEC s'associe à cet événement majeur de la culture depuis quatre ans maintenant. Avec 2 320 000 spectateurs, cette manifestation a réussi à s'imposer parmi les rendez-vous majeurs de la musique. Cette manifestation propose des concerts gratuits, des spectacles de rue, des ateliers et expositions, etc. Mawazine s'est ainsi imposé parmi les plus grands rendez-vous de la musique dans le monde.

## ENVIRONNEMENT

### Opération Plages Propres de Sidi Abed & Sidi Bouzid

TAQA Morocco s'associe à l'opération « Plages Propres » depuis 3 ans avec la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement et ce, en étroite collaboration avec les Communes pour la prise en charge des plages de Sidi Bouzid et Sidi Abed. Plusieurs actions ont été mises en œuvre pour améliorer les équipements des plages : passerelles en bois pour handicapés, panneaux de signalétique, parasols, poubelles, équipements de sauvetage, etc. Pour rappel, la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement a récompensé les efforts et l'implication de TAQA Morocco et de la Commune de Sidi Bouzid en décernant le « Pavillon Bleu » pour la plage de Sidi Bouzid.

### Semaine de l'Environnement à El Jadida

Chaque année, TAQA Morocco s'associe à l'Association des Doukkala et à la Province d'El Jadida dans le cadre de la « Semaine de l'Environnement ». Cet événement est l'occasion de rencontres entre les autorités locales et les associations qui présentent des projets d'action environnementales.

An aerial night photograph of a densely populated city, likely Casablanca, Morocco. The city is illuminated by numerous lights from buildings and streets, creating a vibrant, glowing effect against the dark sky. The perspective is from a high angle, looking down on the urban landscape. A semi-transparent white box is overlaid on the left side of the image, containing the text 'ÉTATS FINANCIERS' in a bold, dark red font.

# ÉTATS FINANCIERS

**GROUPE JLEC**

BILANS CONSOLIDÉS AUX 31 DECEMBRE				
(en milliers de dirhams)	Notes	2013	2012 Publié	2012 Proforma (*)
<b>ACTIF</b>				
Immobilisations incorporelles	1.2.1 & 2.1	6 139 361	6 689 114	6 690 543
• Immobilisations corporelles	1.2.2 & 2.1	9 520 383	190 776	6 711 502
• Immobilisations financières	2,2	11 650	15 251	15 326
• Titres mis en équivalence	3		1 184 459	
• Ecart de conversion actif		11 862		35 976
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>		<b>15 683 255</b>	<b>8 079 600</b>	<b>13 453 347</b>
• Stocks et en-cours	1.2.3 & 4	943 799	1 195 773	1 195 773
• Créances d'exploitation	5	1 099 191	1 064 119	1 066 519
• Créances diverses	6	730 517	590 250	705 579
• Titres et valeurs de placement	7	2 757 261	812 116	894 699
• Ecarts de conversion actif		7 425	5 736	6 264
• Trésorerie actif	8	1 172 696	52 385	259 673
<b>ACTIF CIRCULANT</b>		<b>6 710 888</b>	<b>3 720 379</b>	<b>4 128 508</b>
<b>Total Actif</b>		<b>22 394 144</b>	<b>11 799 978</b>	<b>17 581 855</b>
<b>PASSIF</b>				
• Capital		2 358 854	2 023 659	2 023 659
• Prime d'émission		1 164 805		
• Réserves consolidées		2 426 819	1 976 080	2 003 807
• Résultat net Part du Groupe		394 971	566 990	452 408
• Capitaux propres Part du Groupe	9	6 345 449	4 566 728	4 479 874
• Intérêts minoritaires		585 243		565 433
<b>CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS</b>		<b>6 930 692</b>	<b>4 566 728</b>	<b>5 045 307</b>
Provisions pour risques et charges	1.2.5 & 10	25 738	13 847	49 823
Dettes de financement	11	13 774 891	5 681 373	9 684 372
		<b>13 800 629</b>	<b>5 695 220</b>	<b>9 734 195</b>
• Dettes d'exploitation	12	795 906	734 280	1 710 965
• Autres dettes	13	866 916	803 750	1 091 389
<b>PASSIF CIRCULANT</b>		<b>1 662 823</b>	<b>1 538 030</b>	<b>2 802 354</b>
		15 463 452	7 233 250	12 536 549
<b>Total Passif</b>		<b>22 394 144</b>	<b>11 799 978</b>	<b>17 581 855</b>

(\*) Les comptes proforma sont établis pour permettre une comparabilité avec l'exercice 2013. Ces comptes considèrent en 2012, les effets des changements comptables intervenus en 2013 à la suite de l'intégration globale de JLEC 5&6 et l'option de la prise en compte de sa date de clôture statutaire qui est le 30 septembre (voir note 23).

Les notes 1 à 23 font partie intégrante des états financiers consolidés.

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES CONSOLIDÉS AUX 31 DECEMBRE				
(en milliers de dirhams)	Notes	2013	2012 Publié	2012 Proforma (*)
<b>PRODUITS</b>				
Chiffre d'affaires net		4 936 353	5 883 245	5 883 245
Autres produits d'exploitation		57 496	57 862	59 862
Reprises d'exploitation et transferts de charges		136 528	136 139	158 606
<b>Total</b>		<b>5 130 377</b>	<b>6 077 246</b>	<b>6 101 713</b>
<b>CHARGES</b>				
Achats et autres charges externes		3 466 432	4 183 998	4 327 136
Impôts et taxes		25 542	23 819	23 819
Charges de personnel	14	199 428	168 662	178 334
Dotations aux amortissements et provisions	15	669 642	651 771	653 728
<b>Total</b>		<b>4 361 043</b>	<b>5 028 250</b>	<b>5 183 017</b>
Résultat d'exploitation		769 333	1 048 996	918 696
Résultat financier	16	-185 833	-332 636	-313 576
Résultat courant		583 501	716 361	605 119
Résultat non courant	17	-10 592	20 025	19 947
Résultat avant impôts		572 909	736 386	625 066
Impôts sur les bénéfices	18	158 128	228 078	201 454
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en Equivalence	3		58 682	
Dotations nettes aux amortissements des écarts d'acquisition				
<b>Résultat net consolidé</b>		<b>414 781</b>	<b>566 990</b>	<b>423 612</b>
Résultat net Part du Groupe		394 971	566 990	452 408
Intérêts minoritaires		19 810		-28 796
<b>Résultat net par action (en dirhams)</b>		<b>19,25</b>	<b>28,02</b>	<b>22,36</b>

(\*) Les comptes proforma sont établis pour permettre une comparabilité avec l'exercice 2013. Ces comptes considèrent en 2012, les effets des changements comptables intervenus en 2013 à la suite de l'intégration globale de JLEC 5&6 et l'option de la prise en compte de sa date de clôture statutaire qui est le 30 septembre (voir note 23).

Les notes 1 à 23 font partie intégrante des états financiers consolidés.

**TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE AUX 31 DECEMBRE**

(en milliers de dirhams)	2013	2012 Publié
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité</b>		
Résultat net des sociétés intégrées	414 781	508 308
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
- Dotations d'exploitation et dotations non courantes	623 905	580 121
- Variation des Impôts différés	-21 507	-20 845
- Plus-values des cessions nettes d'impôt	-346	-38 979
Variation du Besoin en Fonds de Roulement lié à l'activité	-912 221	-79 908
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>104 612</b>	<b>948 697</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>		
Acquisition des immobilisations	-2 905 742	-177 110
Cessions d'immobilisations nettes d'impôts	4 076	4 558
Incidence de variation de périmètre		
<b>Flux net de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>-2 901 666</b>	<b>-172 552</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Augmentation de capital en numéraire	1 458 006	
Emission d'emprunts	10 384 325	
Remboursement d'emprunts	-6 269 691	-744 431
<b>Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>5 572 640</b>	<b>-744 431</b>
Variation de trésorerie	2 775 585	31 714
Trésorerie d'ouverture	1 154 372	20 671
Trésorerie de clôture	3 929 957	52 385

Les notes 1 à 23 font partie intégrante des états financiers consolidés.

**GROUPE JLEC**
**ETAT DES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES (ETIC) CONSOLIDE AUX 31 DECEMBRE 2013 ET 2012**
**1. PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION**

Les principales règles et méthodes du Groupe sont les suivantes :

**1.1. Principes et méthodes de consolidation**

Les principes et méthodes de consolidation utilisés par le Groupe JLEC sont conformes à la méthodologie adoptée par le Conseil National de Comptabilité pour l'établissement des comptes consolidés dans son avis n°5.

**1.1.1. Périmètre et méthodes de consolidation**

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le contrôle exclusif est le pouvoir direct ou indirect, de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce directement ou indirectement une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les créances, dettes, produits et charges réciproques significatifs sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement.

**1.1.2. Dates de clôture**

Les Sociétés JLEC et JLEC 5&6 clôturent leurs comptes respectivement au 31 décembre et au 30 septembre.

**1.2. Méthodes d'évaluation**
**1.2.1. Immobilisations incorporelles**

Les dépenses engagées dans le cadre des Révisions Majeures, effectuées tous les 8 ans selon un plan préétabli, sont immobilisées et amorties sur la même durée.

- Droit de jouissance initial

Conformément au Contrat de Transfert de Droit de Jouissance (Transfer of Possession Agreement, TPA) et en contrepartie du paiement du Prix du Transfert du Droit de Jouissance prévu par ce contrat, l'ONE a transféré à JLEC son « droit de jouissance » du Site et des unités 1 & 2. Ce droit de jouissance est immobilisé en actif incorporel et amorti sur la durée de la concession, soit 30 ans à compter de la date de la Mise en Place du Financement.

- Droit de jouissance complémentaire

JLEC a procédé à la construction des Unités 3 et 4 durant une période respectivement de 33 mois et 40 mois, à compter de la date de la Mise en Place du Financement, ainsi qu'à d'autres investissements liés au Site.

Durant cette période, les dépenses totales correspondantes, incluant les intérêts intercalaires, ont été comptabilisées en immobilisations corporelles en cours. A compter de la Mise en Exploitation de l'Unité 4, le 2 février 2001, le droit de jouissance de JLEC a été étendu à ces nouvelles unités. Ces actifs incorporels sont amortis sur la période restante de la concession, soit 26 ans et 7 mois à compter de cette date.

- Autres frais de développement du projet

A dater de la Mise en Place du Financement, la Société JLEC a comptabilisé en immobilisations incorporelles certaines dépenses payées durant la période de développement du projet. Ces frais immobilisés sont répartis sur la durée de la concession, soit 30 ans à compter de la date de la Mise en Place du Financement.

**1.2.2. Immobilisations corporelles**

Ce poste comprend les actifs corporels dont la durée de vie estimée est inférieure à la durée du contrat. Ces immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou de production. Les amortissements sont calculés, selon le mode linéaire et les taux fiscaux en vigueur.

**1.2.3. Stocks**

Les stocks sont évalués au coût d'achat. Ce coût comprend le prix d'achat et les frais accessoires d'achat. En fin d'exercice, les stocks sont valorisés selon la méthode du Coût Moyen Pondéré (CMP), à l'exception des stocks de pièces de rechange qui sont valorisés au Premier Entrée Premier Sortie (P.E.P.S).

**2. Immobilisations**
**2.1. Immobilisations nettes d'amortissements**

En milliers de dirhams	31 décembre 2013			31 décembre 2012 proforma		
	Valeur brute	Amorts. Prov.	Valeur nette	Valeur brute	Amorts. Prov.	Valeur nette
Immobilisations incorporelles (*)	12 944 423	6 805 062	6 139 361	12 882 975	6 192 432	6 690 543
Immobilisations corporelles (**)	9 885 269	364 886	9 520 383	7 046 754	335 252	6 711 502
<b>Total</b>	<b>22 829 692</b>	<b>7 169 948</b>	<b>15 659 744</b>	<b>19 929 729</b>	<b>6 527 684</b>	<b>13 402 045</b>

(\*) Les immobilisations incorporelles comprennent principalement le droit de jouissance de JLEC pour un montant net de DH 5 530 550 milliers.

(\*\*) Les immobilisations corporelles sont principalement constituées de l'investissement en cours au niveau des unités 5&6 pour un montant de DH 9 247 723 milliers dont DH 2 728 005 milliers réalisé au cours de l'exercice 2013.

**2.2. Immobilisations financières**

En milliers de dirhams	31 décembre 2013	31 décembre 2012 proforma
Prêts immobilisés	11 279	14 980
Autres immobilisations financières	371	346
<b>Total</b>	<b>11 650</b>	<b>15 326</b>

**3. Titres mis en équivalence**

En milliers de dirhams	31 décembre 2013		31 décembre 2012	
	Valeur Des titres	Quote-part dans le résultat	Valeur Des titres	Quote-part dans le résultat
JLEC 5&6			1 184 459	58 682
<b>Total</b>			<b>1 184 459</b>	<b>58 682</b>

JLEC 5&6 a été consolidée en 2012 suivant la méthode de mise en équivalence suite à l'augmentation de capital souscrite par TAQA Power Ventures BV qui a eu pour effet de porter le pourcentage d'intérêt de 100% en 2011 à 66% en 2012.

En 2013, un changement de méthode a été opéré en matière de consolidation de la filiale JLEC 5&6. En effet, la méthode adoptée est désormais la méthode de l'intégration globale (voir note 23).

**4. Stocks**

En milliers de dirhams	31 décembre 2013			31 décembre 2012 proforma		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Matières et fournitures consommables	961 846	18 047	943 799	1 214 384	18 611	1 195 773
<b>Total</b>	<b>961 846</b>	<b>18 047</b>	<b>943 799</b>	<b>1 214 384</b>	<b>18 611</b>	<b>1 195 773</b>

Le stock des matières et fournitures consommables est principalement constitué du charbon et des pièces de rechange.

**5. Créances d'exploitation**

En milliers de dirhams	31 décembre 2013			31 décembre 2012 proforma		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Clients et comptes rattachés	1 099 191		1 099 191	1 066 519		1 066 519
<b>Total</b>	<b>1 099 191</b>		<b>1 099 191</b>	<b>1 066 519</b>		<b>1 066 519</b>

**6. Créances diverses**

En milliers de dirhams	31 décembre 2013			31 décembre 2012 proforma		
	Valeur brute	Provisions	Valeur nette	Valeur brute	Provisions	Valeur nette
Fournisseurs débiteurs	14 385		14 385	6 769		6 769
Personnel	1 127		1 127	1 220		1 220
Etat	627 865		627 865	645 730		645 730
Impôts différés actif	83 181		83 181	47 806		47 806
Autres débiteurs				300		300
Comptes de régularisation actif	3 959		3 959	3 754		3 754
<b>Total</b>	<b>730 517</b>		<b>730 517</b>	<b>705 579</b>		<b>705 579</b>

**7. Titres et valeurs de placement**

Les titres et valeurs de placement sont constitués des placements des excédents de trésorerie en SICAV monétaires et en dépôts à terme.

**8. Trésorerie**

En milliers de dirhams	31 décembre 2013	31 décembre 2012 proforma
Trésorerie actif	1 172 696	259 673
Trésorerie passif		
<b>Trésorerie nette</b>	<b>1 172 696</b>	<b>259 673</b>

Les comptes bancaires de JLEC libellés en Dirhams, en Euros et en dollars sont ouverts auprès des banques suivantes : Attijariwafa Bank, BCP, BMCE, Société Générale et BMCI.

Les comptes bancaires de JLEC 5&6 libellés en Dirhams, en Euros et en dollars sont ouverts auprès de la BCP et de la BNP Paribas.

**9. Capitaux propres part du Groupe**

L'évolution des capitaux propres consolidés part du Groupe s'analyse comme suit :

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS (PART DU GROUPE)					
En milliers de dirhams	Capital	Prime d'émission	Réserves consolidées	Résultat de l'exercice	Capitaux propres consolidés
<b>Situation à la clôture de l'exercice 2011</b>	<b>2 023 659</b>		<b>1 601 853</b>	<b>374 278</b>	<b>3 999 790</b>
Affectation du résultat 2011			374 278	(374 278)	
Autres variations			(52)		(52)
Résultat net au 31 décembre 2012				566 990	566 990
<b>Situation à la clôture de l'exercice 2012</b>	<b>2 023 659</b>		<b>1 976 079</b>	<b>566 990</b>	<b>4 566 728</b>
Affectation du résultat 2012			566 990	(566 990)	
Impact changement de méthode de consolidation JLEC 5&6			(86 854)		(86 854)
Impact augmentation de capital JLEC	335 195	1 135 409			1 470 604
Résultat net au 31 décembre 2013				394 971	394 971
<b>Situation à la clôture de l'exercice 2013</b>	<b>2 358 854</b>	<b>1 135 409</b>	<b>2 456 215</b>	<b>394 971</b>	<b>6 345 449</b>

**10. Provisions pour risques et charges**

En milliers de dirhams	31 décembre 2013	31 décembre 2012 proforma
Provisions pour risques	11 862	35 976
Provisions pour charges	13 876	13 847
<b>Total</b>	<b>25 738</b>	<b>49 823</b>

Les provisions pour risques correspondent à la provision pour perte de change relative aux dettes de financement de JLEC 5&6. Les provisions pour charges correspondent aux provisions pour engagements sociaux qui ont fait l'objet d'une évaluation actuarielle par un cabinet indépendant. Ces engagements sociaux concernent les gratuités en matière d'électricité dont bénéficie le personnel statutaire de JLEC.

**11. Dettes de financement**
**- JLEC**

En milliers de dirhams	31 décembre 2013	31 décembre 2012 proforma
JLEC	5 282 680	5 681 373
JLEC 5&6	8 492 211	4 002 999
<b>Total</b>	<b>13 774 891</b>	<b>9 684 372</b>

**- JLEC 5 & 6**

Nature du prêt	Taux d'intérêt variable	Mode de remboursement	Encours (Mdh)	
			2013	2012
Crédit bancaire - Tranche A	6,39%	Amortissement linéaire	4 113	4 424
Crédit bancaire - Tranche B	5,80%	Amortissement linéaire	1 169	1 257
<b>Total</b>			<b>5 282</b>	<b>5 681</b>

Lignes de crédit	Taux d'intérêt	Devises	Montant total (en millions)	Montant tiré (en devises en millions)	Montant (en Mdh)
JBIC Direct Loan	4,23%	USD	216	216	1 791
NEXI facility	3,92%	EUR	115	115	1 294
KEXIM emprunt direct	4,27%	EUR	156	156	1 752
EUR Term Facility	4,42%	EUR	30	14	162
KEXIM Covered Loan	5,16%	EUR	104	104	1 168
MAD TERM Facility	6,75%	MAD	3 500	1 516	1 516
VAT facility	5,80%	MAD	700	70	70
TAQA International BV	7,00%	USD	193	89	740
<b>Total</b>					<b>8 492</b>

**12. Dettes d'exploitation**

En milliers de dirhams	31 décembre 2013	31 décembre 2012 proforma
Dettes fournisseurs	795 906	1 710 965
<b>Total</b>	<b>795 906</b>	<b>1 710 965</b>

**13. Autres dettes**

En milliers de dirhams	31 décembre 2013	31 décembre 2012 proforma
Clients créditeurs	163 688	114 765
Personnel	21 726	24 314
Organismes sociaux	6 982	7 216
Etat	185 282	382 879
Impôts différés passif	44 603	43 334
Comptes d'associés	2	2
Autres créanciers	278 304	277 175
Comptes de régularisation passif	160 550	238 112
Autres provisions pour risques et charges	5 779	3 592
<b>Total</b>	<b>866 916</b>	<b>1 091 389</b>

Les dettes vis-à-vis de l'Etat comprennent principalement la dette au titre de l'impôt sur les sociétés et les comptes de TVA facturée. Les autres créanciers comprennent principalement les avances facturées à l'ONEE au titre du crédit de TVA conformément aux dispositions du contrat de fourniture d'énergie électrique.

#### 14. Charges du personnel

En milliers de dirhams	31 décembre 2013	31 décembre 2012 proforma
Charges du personnel	199 428	178 334
Effectif moyen	448	442
<b>Salaire moyen</b>	<b>445</b>	<b>403</b>

L'augmentation du salaire moyen en 2013 par rapport à 2012 est principalement due aux recrutements effectués au cours de l'exercice 2013 ainsi qu'aux augmentations de salaires accordées au personnel.

#### 15. Dotations d'exploitation

En milliers de dirhams	31 décembre 2013	31 décembre 2012 proforma
Dotations aux amortissements	651 595	635 117
Dotations aux provisions	18 047	18 611
<b>Total</b>	<b>669 642</b>	<b>653 728</b>

Les dotations aux provisions sont relatives aux provisions pour dépréciation des stocks de pièces de rechange.

#### 16. Résultat financier

En milliers de dirhams	31 décembre 2013	31 décembre 2012 proforma
Intérêts et autres produits financiers	38 970	35 681
Reprises financières et transferts de charges	484 293	239 233
Résultat de change	94 600	(3 527)
Charges d'intérêts	(791 524)	(548 190)
Dotations financières	(12 172)	(36 773)
<b>Total</b>	<b>(185 833)</b>	<b>(313 576)</b>

Les intérêts et autres produits financiers correspondent aux produits des placements des excédents de trésorerie. Les reprises financières correspondent aux reprises des provisions pour perte de change de l'exercice précédent. Le résultat de change correspond principalement au gain de change réalisé suite au remboursement des emprunts intra-groupe par la société JLEC 5&6. Les charges d'intérêts correspondent aux intérêts sur les emprunts contractés par les sociétés JLEC et JLEC 5&6.

#### 17. Résultat non courant

En milliers de dirhams	31 décembre 2013	31 décembre 2012 proforma
Plus-values sur cessions des immobilisations	347	675
Autres produits non courants	3 987	973
Reprises non courantes et transferts de charges	13 847	68 523
Plus-value de dilution		38 306
Autres charges non courantes	(4 824)	(72 415)
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	(23 949)	(16 115)
<b>Total</b>	<b>(10 592)</b>	<b>19 947</b>

En 2013, les reprises non courantes correspondent à la reprise de la provision pour engagements sociaux constituée l'exercice précédent. Les dotations non courantes comprennent principalement la dotation aux provisions pour engagements sociaux pour DH 13,8 millions ainsi que la contribution sociale de solidarité au titre de l'exercice 2013 pour DH 6,8 millions.

#### 18. Impôts sur les bénéfices

En milliers de dirhams	31 décembre 2013	31 décembre 2012 proforma
Impôts courants	179 635	207 233
Impôts différés	(21 507)	(5 779)
<b>Total</b>	<b>158 128</b>	<b>201 454</b>

Les impôts différés résultent uniquement des retraitements de consolidation (notamment les différences temporelles). La preuve d'impôt se présente comme suit :

	2013	2012
Résultat avant impôts	572 909	795 067
Neutralisation du résultat des sociétés mises en équivalence	0	-58 682
Résultat avant impôts des sociétés intégrées	572 909	736 385
Taux d'impôt (*)	30%	30%
<b>Impôt théorique</b>	<b>171 873</b>	<b>220 916</b>
Dotations aux amortissements réintégrées fiscalement	7 034	14 587
Dons et cadeaux réintégrés fiscalement	486	1 586
Impôts non déductibles (CSS)	2 174	3 278
Autres différences permanentes		-815
Autres retraitements		18
Produit non imposé		-11 492
Différences temporelles sur le retraitement des amortissements des révisions mineures	-10 496	
Report déficitaire imputé sur JLEC 5&6	-12 942	
<b>Total de charge d'impôt</b>	<b>158 128</b>	<b>228 078</b>

#### 19. Engagements hors bilan

En milliers de dirhams	31 décembre 2013	31 décembre 2012 proforma
Engagements donnés (avals et cautions)	1 054 589	1 019 750
Engagements reçus (avals et cautions)	918 989	922 912

La liste des actifs de JLEC 5&6 faisant l'objet d'une sûreté réelle dans le cadre du financement, de la construction et de l'exploitation des Unités 5 et 6 de la Centrale Thermique de Jorf Lasfar (le « Projet ») se présente comme suit :

- deux nantissements portant sur l'ensemble des actions (moins trois actions) de JLEC 5&6, représentant 100% (moins trois actions) de son capital social ;
- une hypothèque immobilière portant sur le droit de superficie dont dispose JLEC 5&6 sur le site des Unités 5 et 6 et faisant l'objet du titre spécial n°146.616/08/BIS et du titre spécial n°146.617/08/BIS ;
- une convention-cadre de cession de créances professionnelles portant sur certains contrats du Projet et les actes de cessions de créances professionnelles correspondants ;
- une convention-cadre de cession de créances professionnelles TVA ;
- des délégations d'indemnités d'assurances portant sur les assurances souscrites dans le cadre du Projet ;
- des nantissements de soldes de comptes bancaires dédiés au Projet ;
- un nantissement de créances d'instruments de couverture conclus dans le cadre du projet ; et
- une cession de créances d'indemnités de réassurance portant sur les réassurances souscrites dans le cadre du Projet.

#### 20. Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées au titre de l'exercice 2013 sont synthétisées ci-dessous :

Convention	Partie liée	Type de transaction	Montant inscrit au niveau du CPC 2013 (en KDH)
Contrat de prestations de services	TNA	Refacturation	6 000,00
Contrat de prestations de services	JLEC 5&6	Refacturation	10 200,00
Contrat «IPFPA» (Inter-Project Funding Providers Agreement) qui régit notamment le traitement des produits des assurances pour les parties communes ainsi que le niveau d'endettement de la Société	JLEC 5&6	Refacturation	
Contrat O&M entre JLEC, TNA et JLEC 5&6	JLEC, JLEC 5&6 et TNA	Refacturation	709,05
Un contrat nommé «IPFPA» (Inter-Project Funding Providers Agreement) et son protocole d'application «SFIPAP» (Shared Facilities Insurance Proceeds Application Protocol)	JLEC-JLEC 5&6	Refacturation	
Refacturation des frais de développement supportés par JLEC	JLEC-JLEC 5&6	Refacturation	13 662,00
«EPA» (Equity Parties Agreement)	Abu Dhabi National Energy Company (TAQA), JLEC, JLEC 5&6, Taqa Power Ventures BV	Refacturation	
Contrat O&M	TNA	Refacturation + bonus - malus	47 902,58

**21. Evénements postérieurs à la clôture**

Aucun événement significatif susceptible d'avoir un impact sur la situation financière de la Société n'est survenu après la clôture de l'exercice 2013.

**22. Périmètre de consolidation**

Filiales	DECEMBRE 2013			DECEMBRE 2012		
	% d'intérêt	% contrôle	Méthode	% d'intérêt	% contrôle	Méthode
JLEC	100	100	Globale	100	100	Globale
JLEC 5&6	66	66	Globale	66	66	Equivalence

**23. Changements de méthode comptables et comptes proforma**

La société JLEC 5&6, détenue à hauteur de 66%, avait été consolidée en 2012 suivant la méthode de mise en équivalence, tel que mentionné au niveau de l'ETIC consolidé au 31 décembre 2012.

Le Conseil de Surveillance de JLEC 56, réuni en date du 18 décembre 2013, a procédé au changement de deux membres du Directoire nommés par TAQA Power Ventures BV (qui détient 34% du capital de JLEC 5&6) en nommant deux membres de Directoire de JLEC.

Ainsi, compte tenu de ce changement, JLEC a consolidé au 31 décembre 2013 la société JLEC 5&6 par intégration globale au lieu de la mise en équivalence.

Par ailleurs, le Groupe a opté, tel que cela est permis par la méthodologie nationale d'élaboration des comptes consolidés, pour la prise en compte des comptes statutaires de la société JLEC 5&6 arrêtés au 30 septembre au niveau des comptes consolidés du Groupe.

**Information Pro forma sur le bilan et sur le compte de résultat**

Le bilan et le compte de résultat consolidés pro forma présentés ci-dessous ont pour objet de présenter les comptes consolidés du Groupe au titre de l'exercice 2012 comme si les changements de méthode décrits ci-dessus intervenus en 2013 avaient eu lieu en 2012.

BILAN CONSOLIDE PROFORMA AU 31 DECEMBRE 2012				
(en milliers de dirhams)	2012	Impact 1	Impact 2	2012 Proforma
<b>ACTIF</b>				
• Immobilisations incorporelles	6 689 114	1 429		6 690 543
• Ecart d'acquisition	0			
• Immobilisations corporelles	190 776	7 798 497	-1 277 771	6 711 502
• Immobilisations financières	15 251	75		15 326
• Titres mis en équivalence	1 184 459	-1 184 459		
• Ecart de conversion actif		54 439	-18 463	35 976
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>8 079 600</b>	<b>6 669 981</b>	<b>-1 296 234</b>	<b>13 453 347</b>
• Stocks et en-cours	1 195 773			1 195 773
• Créances d'exploitation	1 064 119	2 400		1 066 519
• Créances diverses	590 250	131 012	-15 682	705 579
• Titres et valeurs de placement	812 116	155 982	-73 399	894 699
• Ecart de conversion actif	5 736	528		6 264
• Trésorerie actif	52 385	15 859	191 429	259 673
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>3 720 379</b>	<b>305 781</b>	<b>102 348</b>	<b>4 128 508</b>
<b>Total Actif</b>	<b>11 799 978</b>	<b>6 975 762</b>	<b>-1 193 886</b>	<b>17 581 855</b>
<b>PASSIF</b>				
• Capital	2 023 659			2 023 659
• Réserves consolidées	1 976 080		27 727	2 003 807
• Résultat net Part du Groupe	566 990		-114 582	452 408
• Capitaux propres Part du Groupe	4 566 728		-86 855	4 479 874
• Intérêts minoritaires		610 176	-44 744	565 433
<b>CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES</b>	<b>4 566 728</b>	<b>610 176</b>	<b>-131 599</b>	<b>5 045 307</b>
Provisions pour risques et charges	13 847		35 976	49 823
Dettes de financement	5 681 373	5 075 280	-1 072 281	9 684 372
	<b>5 695 220</b>	<b>5 075 280</b>	<b>-1 036 305</b>	<b>9 734 195</b>
• Dettes d'exploitation	734 280	887 315	89 370	1 710 965
• Autres dettes	803 750	402 991	-115 352	1 091 389
<b>PASSIF CIRCULANT</b>	<b>1 538 030</b>	<b>1 290 306</b>	<b>-25 982</b>	<b>2 802 354</b>
Trésorerie passif				
	7 233 250	6 365 586	-1 062 287	12 536 549
<b>Total Passif</b>	<b>11 799 978</b>	<b>6 975 762</b>	<b>-1 193 886</b>	<b>17 581 855</b>
Impact 1 : Passage de la mise en équivalence à l'intégration globale				
Impact 2 : Prise en compte des comptes de JLEC 5&6 au 30 septembre				

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES CONSOLIDE PROFORMA AU 31 DECEMBRE 2012				
(en milliers de dirhams)	2012	Impact 1	Impact 2	2012 Proforma
<b>PRODUITS</b>				
Chiffre d'affaires net	5 883 245			5 883 245
Autres produits d'exploitation	57 862	2 000		59 862
Reprises d'exploitation et transferts de charges	136 139		22 467	158 606
<b>Total</b>	<b>6 077 246</b>	<b>2 000</b>	<b>22 467</b>	<b>6 101 713</b>
<b>CHARGES</b>				
Achats et autres charges externes	4 183 998	111 574	31 564	4 327 136
Impôts et taxes	23 819			23 819
Charges de personnel	168 662	12 956	-3 284	178 334
Dotations aux amortissements et provisions	651 771	146	1 811	653 728
<b>Total</b>	<b>5 028 250</b>	<b>124 676</b>	<b>30 091</b>	<b>5 183 017</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 048 996</b>	<b>-122 676</b>	<b>-7 624</b>	<b>918 696</b>
<b>Résultat financier</b>	<b>-332 636</b>	<b>187 988</b>	<b>-168 928</b>	<b>-313 576</b>
<b>Résultat courant</b>	<b>716 361</b>	<b>65 312</b>	<b>-176 552</b>	<b>605 119</b>
<b>Résultat non courant</b>	<b>20 025</b>	<b>-78</b>		<b>19 947</b>
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>736 386</b>	<b>65 234</b>	<b>-176 552</b>	<b>625 066</b>
Impôts sur les bénéfices	228 078	-23 678	-2 945	201 454
Quote-part dans le résultat des sociétés mises en Equivalence	58 682	-58 682		
Dotations nettes aux amortissements des écarts d'acquisition				
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>566 990</b>	<b>30 230</b>	<b>-173 607</b>	<b>423 612</b>
<b>Résultat net Part du Groupe</b>	<b>566 990</b>		<b>-114 582</b>	<b>452 408</b>
Intérêts minoritaires		30 230	-59 026	-28 796
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>566 990</b>	<b>30 230</b>	<b>-173 608</b>	<b>423 612</b>
Impact 1 : Passage de la mise en équivalence à l'intégration globale				
Impact 2 : Prise en compte des comptes de JLEC 5&6 au 30 septembre				

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2013**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints du Groupe Jorf Lasfar Energy Company comprenant le bilan consolidé au 31 décembre 2013 ainsi que le compte de résultat, et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 6.930.692 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 414.781.

**Responsabilité de la Direction**

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers consolidés, conformément aux normes comptables nationales en vigueur. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers consolidés ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

**Responsabilité de l'Auditeur**

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers consolidés sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états financiers consolidés afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.


Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

**Opinion sur les états financiers consolidés**

A notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'ensemble du Groupe Jorf Lasfar Energy Company constitué par les entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2013, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note annexe intitulée « changements de méthodes comptables et comptes pro forma » expliquant le changement de méthode de consolidation ainsi que le changement de la date des comptes sociaux de la filiale JLEC 586 pris en compte dans la consolidation au 31 décembre 2013 et donnant des informations sur l'établissement des comptes pro forma au 31 décembre 2012.

Casablanca le 17 février 2014

**Les Commissaires aux Comptes**
**ERNST & YOUNG**
  
 Bachir TAZI  
 Associé

**BENJELLOUN TOUIMI**  
 CONSULTING

  
 Abdelmajid  
 BENJELLOUN TOUIMI  
 Associé

BILAN ACTIF					
	ACTIF	EXERCICE			EXE. PRECEDENT
		Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
A C T I F	<b>IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)</b>	<b>1 125 493 489,98</b>	<b>954 356 841,52</b>	<b>171 136 648,46</b>	<b>254 237 961,19</b>
	• Frais préliminaires				
	• Charges à répartir sur plusieurs exercices	1 125 493 489,98	954 356 841,52	171 136 648,46	254 237 961,19
	• Primes de remboursement des obligations				
	<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)</b>	<b>11 855 042 600,87</b>	<b>6 007 503 288,85</b>	<b>5 847 539 312,02</b>	<b>6 276 582 152,78</b>
	• Immobilisations en recherche et développement				
	• Brevets, marques, droits et valeurs similaires	11 064 707 461,57	5 534 157 802,37	5 530 549 659,20	5 936 625 572,92
	• Fonds commercial				
	• Autres immobilisations incorporelles	787 335 139,30	473 345 486,48	313 989 652,82	336 956 579,86
	• Immobilisations incorporelles en cours	3 000 000,00		3 000 000,00	3 000 000,00
	<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)</b>	<b>631 097 218,58</b>	<b>364 296 475,67</b>	<b>266 800 742,91</b>	<b>190 775 674,89</b>
	• Terrains				
	• Constructions	874 378,56	228 943,66	645 434,90	705 937,39
	• Installations techniques, matériel et outillage	339 236 655,73	267 775 803,47	71 460 852,26	66 804 454,83
	• Matériel de transport	3 418 435,73	2 595 910,42	822 525,31	932 434,54
	• Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	181 423 886,00	93 513 817,19	87 910 068,81	61 078 384,12
	• Autres immobilisations corporelles	203 689,00	182 000,93	21 688,07	34 653,40
	* Immobilisations corporelles en cours	105 940 173,56		105 940 173,56	61 219 810,61
	<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)</b>	<b>1 211 550 047,32</b>		<b>1 211 550 047,32</b>	<b>1 215 250 168,19</b>
• Prêts immobilisés	11 279 484,46		11 279 484,46	14 979 605,33	
• Autres créances financières	270 962,86		270 962,86	270 962,86	
• Titres de participation	1 199 999 600,00		1 199 999 600,00	1 199 999 600,00	
• Autres titres immobilisés					
<b>ECARTS DE CONVERSION ACTIF (E)</b>					
• Diminution des créances immobilisées					
• Augmentation des dettes de financement					
<b>TOTAL I (A+B+C+D+E)</b>	<b>14 823 183 356,75</b>	<b>7 326 156 606,04</b>	<b>7 497 026 750,71</b>	<b>7 936 845 957,05</b>	
<b>STOCKS (F)</b>	<b>850 061 171,51</b>	<b>18 047 239,29</b>	<b>832 013 932,22</b>	<b>1 195 773 222,01</b>	
• Marchandises					
• Matières et fournitures consommables	850 061 171,51	18 047 239,29	832 013 932,22	1 195 773 222,01	
• Produits en cours					
• Produits intermédiaires et produits résiduels					
• Produits finis					
<b>CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)</b>	<b>1 539 461 863,24</b>		<b>1 539 461 863,24</b>	<b>1 654 368 269,23</b>	
• Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	11 640 927,56		11 640 927,56	4 930 674,45	
• Clients et comptes rattachés	1 094 671 252,63		1 094 671 252,63	1 064 118 765,04	
• Personnel	1 126 752,24		1 126 752,24	1 220 410,30	
• Etat	428 063 503,11		428 063 503,11	580 265 759,74	
• Comptes d'associés					
• Autres débiteurs				78 549,90	
• Comptes de régularisation actif	3 959 427,70		3 959 427,70	3 754 109,80	
<b>TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT (H)</b>	<b>2 757 260 681,62</b>		<b>2 757 260 681,62</b>	<b>812 115 888,62</b>	
<b>ECARTS DE CONVERSION ACTIF (I)</b>	<b>7 346 532,43</b>		<b>7 346 532,43</b>	<b>5 735 936,78</b>	
(Eléments circulants)					
<b>TOTAL II (F+G+H+I)</b>	<b>5 154 130 248,80</b>	<b>18 047 239,29</b>	<b>5 136 083 009,51</b>	<b>3 667 993 316,64</b>	
<b>TRESORERIE ACTIF</b>					
• Chèques et valeurs à encaisser					
• Banques, TG et CP	31 063 127,89		31 063 127,89	52 329 653,08	
• Caisse, Régies d'avance et accreditifs	33 627,29		33 627,29	55 822,40	
<b>TOTAL III</b>	<b>31 096 755,18</b>		<b>31 096 755,18</b>	<b>52 385 475,48</b>	
<b>TOTAL GENERAL I+II+III</b>	<b>20 008 410 360,73</b>	<b>7 344 203 845,33</b>	<b>12 664 206 515,40</b>	<b>11 657 224 749,17</b>	

BILAN PASSIF			
Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013			
	PASSIF	EXERCICE	EXE. PRECEDENT
F I N A N C E  M E N T  P E R M A N E N T  P A S S I F  C I R C U L A N T  T R E S O R	<b>CAPITAUX PROPRES (A)</b>		
	• Capital social ou personnel (1)	2 358 854 200,00	2 023 658 600,00
	• moins : actionnaires capital souscrit non appelé		
	• Primes d'émission, de fusion, d'apport	1 164 804 710,00	
	• Ecart de réévaluation		
	• Réserve légale	202 365 860,00	202 365 860,00
	• Autres réserves (Réserves facultatives)	2 232 245 928,18	
	• Report à nouveau (2)		1 758 803 663,88
	• Résultats nets en instance d'affectation (2)		1 175 020,54
	• Résultat net de l'exercice (2)	343 645 271,31	472 267 243,76
	<b>Total des capitaux propres (A)</b>	<b>6 301 915 969,49</b>	<b>4 458 270 388,18</b>
	<b>CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)</b>		
	• Subventions d'investissement		
	• Provisions réglementées		
	<b>DETTES DE FINANCEMENT (C)</b>	<b>5 282 679 738,58</b>	<b>5 681 372 549,06</b>
	• Emprunts obligataires		
	• Autres dettes de financement	5 282 679 738,58	5 681 372 549,06
	<b>PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)</b>	<b>13 876 181,00</b>	<b>13 847 245,00</b>
	• Provisions pour risques		
	• Provisions pour charges	13 876 181,00	13 847 245,00
<b>ECARTS DE CONVERSION PASSIF (E)</b>			
• Augmentation des créances immobilisées			
• Diminution des dettes de financement			
<b>Total I (A+B+C+D+E)</b>	<b>11 598 471 889,07</b>	<b>10 153 490 182,24</b>	
<b>DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)</b>	<b>1 060 461 891,30</b>	<b>1 492 160 138,07</b>	
• Fournisseurs et comptes rattachés	456 669 969,60	734 808 490,59	
• Clients créditeurs, avances et acomptes	163 687 511,60	114 765 208,81	
• Personnel	21 726 422,03	24 313 522,14	
• Organismes sociaux	6 508 090,93	6 676 839,69	
• Etat	134 304 039,41	329 898 848,16	
• Comptes d'associés	1 697,19	1 697,19	
• Autres créanciers	277 164 384,11	277 164 384,11	
• Comptes de régularisation passif	399 776,43	4 531 147,38	
<b>AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)</b>	<b>2 499 985,02</b>	<b>2 536 325,74</b>	
<b>ECARTS DE CONVERSION PASSIF (Eléments circulants) (H)</b>	<b>2 772 750,01</b>	<b>9 038 103,12</b>	
<b>Total II (F+G+H)</b>	<b>1 065 734 626,33</b>	<b>1 503 734 566,93</b>	
<b>TRESORERIE PASSIF</b>			
• Crédits d'escompte			
• Crédits de trésorerie			
• Banques (soldes créditeurs)			
<b>Total III</b>			
<b>TOTAL GENERAL I+II+III</b>	<b>12 664 206 515,40</b>	<b>11 657 224 749,17</b>	

(1) Capital personnel débiteur (-)  
(2) Bénéficiaire (+) Déficitaire (-)

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (hors taxes)					
Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013					
	OPERATIONS	TOTAUX DE L'EXERCICE	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT		
	Propres à l'exercice 1	Concernant les ex. précédents 2	3 = 1 + 2		
E X P L O I T A T I O N	<b>I PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
	• Ventes de marchandises en l'état				
	• Ventes de biens et services produits	4 936 352 669,39		4 936 352 669,39	5 883 244 656,78
	• Chiffre d'affaires				
	• Variation de stocks de produits (+/-)(1)				
	• Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
	• Subventions d'exploitation				
	• Autres produits d'exploitation	56 963 192,63		56 963 192,63	57 861 994,81
	• Reprises d'exploitation transferts de charges	45 542 214,19		45 542 214,19	136 139 405,01
	<b>TOTAL I</b>	<b>5 038 858 076,21</b>		<b>5 038 858 076,21</b>	<b>6 077 246 056,60</b>
	<b>II CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
	• Achats revendus (2) de marchandises				
	• Achats consommés (2) de matières et fournitures	3 178 348 437,21		3 178 348 437,21	3 985 207 478,47
	• Autres charges externes	165 978 113,98		165 978 113,98	198 790 492,68
	• Impôts et taxes	23 698 179,94		23 698 179,94	23 818 829,38
• Charges de personnel	179 058 409,71		179 058 409,71	168 662 440,87	
• Autres charges d'exploitation					
• Dotations d'exploitation	664 082 015,46		664 082 015,46	671 563 491,64	
<b>TOTAL II</b>	<b>4 211 165 156,30</b>		<b>4 211 165 156,30</b>	<b>5 048 042 733,04</b>	
<b>III RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>827 692 919,91</b>		<b>827 692 919,91</b>	<b>1 029 203 323,56</b>	
F I N A N C I E R	<b>IV PRODUITS FINANCIERS</b>				
	• Produits des titres de participation et autres titres immobilisés				
	• Gains de change	29 214 084,78		29 214 084,78	24 902 773,13
	• Intérêts et autres produits financiers	36 595 196,30		36 595 196,30	24 668 614,78
	• Reprises financières ; transferts de charges	268 672,74		268 672,74	12 216 103,63
<b>TOTAL IV</b>	<b>66 077 953,82</b>		<b>66 077 953,82</b>	<b>61 787 491,54</b>	
C H A R G E S	<b>V CHARGES FINANCIERES</b>				
	• Charges d'intérêts	343 346 017,15		343 346 017,15	361 543 357,34
	• Pertes de change	27 323 126,06		27 323 126,06	31 397 722,03
	• Autres charges financières				
	• Dotations financières	232 332,02		232 332,02	268 672,74
<b>TOTAL V</b>	<b>370 901 475,23</b>		<b>370 901 475,23</b>	<b>393 209 752,11</b>	
<b>VI RESULTAT FINANCIER (IV - V)</b>	<b>(304 823 521,41)</b>		<b>(304 823 521,41)</b>	<b>(331 422 260,57)</b>	
<b>VII RESULTAT COURANT (III + VI)</b>	<b>522 869 398,50</b>		<b>522 869 398,50</b>	<b>697 781 062,99</b>	

(1) Variation de stocks : stock final - stock initial; augmentation (+) diminution (-)

(2) Achats revendus ou consommés: achats - variation de stocks

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES (hors taxes) (suite)					
Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013					
		OPERATIONS		TOTALS DE L'EXERCICE 3 = 1 + 2	TOTALS DE L'EXERCICE PRECEDENT
		Propres à l'exercice 1	Concernant les ex. précédents 2		
<b>VII</b>	<b>RESULTAT COURANT (reports)</b>	<b>522 869 398,50</b>		<b>522 869 398,50</b>	<b>697 781 062,99</b>
<b>VIII</b>	<b>PRODUITS NON COURANTS</b>				
	• Produits des cessions d'immobilisations	399 500,00		399 500,00	866 000,00
	• Subventions d'équilibre				
	• Reprises sur subventions d'investissement				
	• Autres produits non courants				973 017,66
	• Reprises non courantes ;	13 847 245,00		13 847 245,00	68 523 058,04
	transferts de charges				
	<b>TOTAL VIII</b>	<b>14 246 745,00</b>		<b>14 246 745,00</b>	<b>70 362 075,70</b>
<b>IX</b>	<b>CHARGES NON COURANTES</b>				
	• Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	53 361,53		53 361,53	191 627,90
	• Subventions accordées				
	• Autres charges non courantes	835 900,00		835 900,00	72 336 385,96
	• Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions	20 749 086,43		20 749 086,43	16 114 898,00
	<b>TOTAL IX</b>	<b>21 638 347,96</b>		<b>21 638 347,96</b>	<b>88 642 911,86</b>
<b>X</b>	<b>RESULTAT NON COURANT (VIII - IX)</b>	<b>(7 391 602,96)</b>		<b>(7 391 602,96)</b>	<b>(18 280 836,16)</b>
<b>XI</b>	<b>RESULTAT AVANT IMPOTS (VII + X)</b>	<b>515 477 795,54</b>		<b>515 477 795,54</b>	<b>679 500 226,83</b>
<b>XII</b>	<b>IMPOTS SUR LES RESULTATS</b>	<b>171 832 524,23</b>		<b>171 832 524,23</b>	<b>207 232 983,07</b>
<b>XIII</b>	<b>RESULTAT NET (XI - XII)</b>	<b>343 645 271,31</b>		<b>343 645 271,31</b>	<b>472 267 243,76</b>
<b>XIV</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (I + IV + VIII)</b>	<b>5 119 182 775,03</b>		<b>5 119 182 775,03</b>	<b>6 209 395 623,84</b>
<b>XV</b>	<b>TOTAL DES CHARGES (II + V + IX + XII)</b>	<b>4 775 537 503,72</b>		<b>4 775 537 503,72</b>	<b>5 737 128 380,08</b>
<b>XVI</b>	<b>RESULTAT NET (Total produits - total charges)</b>	<b>343 645 271,31</b>		<b>343 645 271,31</b>	<b>472 267 243,76</b>

ETAT DES SOLDES DE GESTION (ESG)				
Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013				
I. TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS (TFR)				
Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013				
			EXERCICE	EXE. PRECEDENT
<b>1</b>		Ventes de marchandises (en l'état)		
<b>2</b>	-	Achats revendus de marchandises		
<b>I</b>	=	<b>MARGE BRUTE SUR VENTES EN L'ETAT</b>		
<b>II</b>	+	<b>PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)</b>	<b>4 936 352 669,39</b>	<b>5 883 244 656,78</b>
<b>3</b>		• Ventes de biens et services produits	4 936 352 669,39	5 883 244 656,78
<b>4</b>		• Variation des stocks de produits		
<b>5</b>		• Immobilisations produites par l'entreprise pour elle même.		
<b>III</b>	-	<b>CONSOMMATION DE L'EXERCICE (6+7)</b>	<b>3 344 326 551,19</b>	<b>4 183 997 971,15</b>
<b>6</b>		• Achats consommés de matières et fournitures	3 178 348 437,21	3 985 207 478,47
<b>7</b>		• Autres charges externes	165 978 113,98	198 790 492,68
<b>IV</b>	=	<b>VALEUR AJOUTEE (I+II-III)</b>	<b>1 592 026 118,20</b>	<b>1 699 246 685,63</b>
<b>8</b>	+	Subventions d'exploitation		
<b>9</b>	-	Impôts et taxes	23 698 179,94	23 818 829,38
<b>10</b>	-	Charges de personnel	179 058 409,71	168 662 440,87
<b>V</b>	=	<b>EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE) ou INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION</b>	<b>1 389 269 528,55</b>	<b>1 506 765 415,38</b>
<b>11</b>	+	Autres produits d'exploitation	56 963 192,63	57 861 994,81
<b>12</b>	-	Autres charges d'exploitation		
<b>13</b>	+	Reprises d'exploitation; transferts de charges	45 542 214,19	136 139 405,01
<b>14</b>	-	Dotations d'exploitation	664 082 015,46	671 563 491,64
<b>VI</b>	=	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION (+ ou -)</b>	<b>827 692 919,91</b>	<b>1 029 203 323,56</b>
<b>VII</b>	+/-	<b>RESULTAT FINANCIER</b>	<b>(304 823 521,41)</b>	<b>(331 422 260,57)</b>
<b>VIII</b>	=	<b>RESULTAT COURANT (+ ou -)</b>	<b>522 869 398,50</b>	<b>697 781 062,99</b>
<b>IX</b>	+/-	<b>RESULTAT NON COURANT</b>	<b>(7 391 602,96)</b>	<b>(18 280 836,16)</b>
<b>15</b>	-	Impôts sur les résultats	171 832 524,23	207 232 983,07
<b>X</b>	=	<b>RESULTAT NET DE L'EXERCICE (+ ou -)</b>	<b>343 645 271,31</b>	<b>472 267 243,76</b>

II. CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF) - AUTOFINANCEMENT				
<b>1</b>		Résultat net de l'exercice		
	=	• Bénéfice +	343 645 271,31	472 267 243,76
	=	• Perte -		
<b>2</b>	+	Dotations d'exploitation (1)	646 034 776,17	652 952 102,45
<b>3</b>	+	Dotations financières (1)		
<b>4</b>	+	Dotations non courantes (1)	13 876 181,00	13 847 245,00
<b>5</b>	-	Reprises d'exploitation (2)		
<b>6</b>	-	Reprises financières (2)		
<b>7</b>	-	Reprises non courantes (2) (3)	13 847 245,00	66 886 154,54
<b>8</b>	-	Produits des cessions d'immobilisations	295 000,00	866 000,00
<b>9</b>	+	Valeurs nettes d'amort. des immo. cédées	53 361,53	191 627,91
<b>I</b>		<b>CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (CAF)</b>	<b>989 467 345,01</b>	<b>1 071 506 064,58</b>
<b>10</b>	-	Distributions de bénéfices		
<b>II</b>		<b>AUTOFINANCEMENT</b>	<b>989 467 345,01</b>	<b>1 071 506 064,58</b>

(1) A l'exclusion des dotations relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie

(2) A l'exclusion des reprises relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie

(3) Y compris reprises sur subventions d'investissement.

NOTA : Le calcul de la CAF peut également être effectué à partir de l'EBE.

**TABLEAU DE FINANCEMENT**

I. SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN				
MASSES	EXERCICE N	EXERCICE N-1	VARIATION A-B	
			Emplois C	Ressources D
1 Financement permanent	11 598 471 889,07	10 153 490 182,24		1 444 981 706,83
2 Moins actif immobilisé	7 497 026 750,71	7 936 845 957,05		439 819 206,34
<b>3 = FONDS DE ROULEMENT (A) FONCTIONNEL (1-2)</b>	<b>4 101 445 138,36</b>	<b>2 216 644 225,19</b>		<b>1 884 800 913,17</b>
4 Actif circulant (*)	5 136 083 009,51	3 667 993 316,64	1 468 089 692,87	
5 Moins Passif circulant	1 065 734 626,33	1 503 734 566,93	437 999 940,60	
<b>6 = BESOINS DE FINANCEMENT (B) GLOBAL (4-5)</b>	<b>4 070 348 383,18</b>	<b>2 164 258 749,71</b>	<b>1 906 089 633,47</b>	
<b>7 TRESORERIE NETTE (ACTIF-PASSIF) A - B</b>	<b>31 096 755,18</b>	<b>52 385 475,48</b>		<b>21 288 720,30</b>

(\*) L'actif circulant comprend les titres et valeurs de placement pour un montant de 2 757 260 681,62 DH

II. EMPLOIS ET RESSOURCES				
	EXERCICE N		EXERCICE N-1	
	EMPLOIS	RESSOURCES	EMPLOIS	RESSOURCES
<b>I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE</b>				
<b>• AUTOFINANCEMENT (A)</b>		<b>989 467 345,01</b>		<b>1 071 506 064,58</b>
• Capacité d'autofinancement		989 467 345,01		1 071 506 064,58
- Distributions de bénéficiaires				
<b>• CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)</b>		<b>3 995 120,87</b>		<b>4 558 010,46</b>
• Cessions d'immobilisations incorporelles				42 912,00
• Cessions d'immobilisations corporelles		295 000,00		866 000,00
• Cessions d'immobilisations financières				
• Récupérations sur créances immobilisées		3 700 120,87		3 649 098,46
<b>• AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES (C)</b>		<b>1 500 000 310,00</b>		
• Augmentations de capital, apports		1 500 000 310,00		
• Subvention d'investissement				
<b>• AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D) (nettes de primes de remboursement)</b>				
<b>(A+B+C+D)</b>		<b>2 493 462 775,88</b>		<b>1 076 064 075,04</b>
<b>II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE</b>				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)	175 947 322,00		55 727 391,21	
• Acquisitions d'immobilisations incorporelles	431 659,00			
• Acquisitions d'immobilisations corporelles	175 515 663,00		55 727 391,21	
• Acquisitions d'immobilisations financières				
• Augmentation des créances immobilisées				
<b>• REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)</b>				
<b>• REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)</b>	<b>398 692 810,48</b>		<b>744 429 574,40</b>	
<b>• EMPLOIS EN NON VALEURS (H)</b>	<b>34 021 730,23</b>		<b>121 382 478,61</b>	
<b>TOTAL II. EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)</b>	<b>608 661 862,71</b>		<b>921 539 444,22</b>	
<b>III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)</b>	<b>1 906 089 633,47</b>		<b>122 810 382,31</b>	
<b>IV. VARIATION DE LA TRESORERIE</b>		<b>21 288 720,30</b>	<b>31 714 248,51</b>	
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 514 751 496,18</b>	<b>2 514 751 496,18</b>	<b>1 076 064 075,04</b>	<b>1 076 064 075,04</b>

**JORF LASFAR ENERGY COMPANY S.A. (JLEC)**
**ETAT DES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES AU 31 DECEMBRE 2013 (ETIC)**
**A PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**
**A.0 / Informations générales sur l'activité**
**A.0.1 Historique**

La centrale électrique de Jorf Lasfar est située sur la côte atlantique du Maroc, adjacente au port de Jorf Lasfar, dans la province d'El Jadida. Le site est localisé à environ 127 Km au sud-ouest de Casablanca. La construction des unités 1 et 2 de la Centrale Thermique a été effectuée par GEC Alstom pour le compte de l'Office National d'Electricité (ONE), et achevée en 1994. Chacune de ces unités, utilisant le charbon comme combustible, a une capacité de 330 MW. En octobre 1994, l'ONE a émis un appel d'offre international relatif à la concession de la Centrale Thermique de Jorf Lasfar pour une période de 30 années. Le Groupement formé par ABB Energy Ventures et CMS Generation (Le Consortium) a été retenu en février 1995. L'accord de principe établi entre l'ONE et le Consortium en avril 1996 a permis le démarrage des négociations des contrats afférents au projet (Project Agreements).

**A.0.2 Constitution et activité**

Dans le but de conclure officiellement et mettre en œuvre ces contrats, le Consortium a constitué, en date du 20 janvier 1997, une société marocaine en commandite par actions dénommée Jorf Lasfar Energy Company (JLEC), immatriculée au Registre de Commerce sous le Numéro 2145, ayant pour Identification Fiscale le Numéro 1021595 et enregistrée à la Patente sous le Numéro 42161753.

Conformément à ses statuts, la société a pour objet de construire, exploiter, gérer et maintenir la centrale électrique de Jorf Lasfar, incluant le développement, le financement, l'équipement, la construction, le design, les tests, l'exploitation et la maintenance des deux nouvelles unités, qui sont quasiment similaires en taille et en technologie à celles déjà existantes. Dans le but d'assurer son approvisionnement en combustibles, la société développe, exploite et entretient les installations de déchargement, de transport et de stockage du charbon existantes au Port de Jorf Lasfar.

Afin d'exercer ces activités, la société a reçu un droit de jouissance du site localisé au port de Jorf Lasfar, des unités existantes, des unités nouvelles, des installations de transport du charbon. Ce droit de jouissance s'étale sur toute la durée des contrats de concession, qui est de 30 ans à compter du 12 Septembre 1997, date de la Mise en Place du Financement.

La Société a également pour objet, toutes opérations commerciales, financières, industrielles, mobilières et immobilières se rattachant directement ou indirectement aux objets ci-dessus ou à tout autre objet similaire ou connexe, ou susceptible d'en favoriser le développement sous quelque forme que ce soit.

**A.0.3 Période de développement de l'activité**

Le 12 septembre 1997, date de la Mise en Place du Financement, tous les Contrats de Projet ont été signés, le Contrat d'Emprunt Groupe a été exécuté, et le premier déblocage de l'Emprunt Groupe a notamment servi au paiement du Droit de Jouissance à l'ONE. Par conséquent, JLEC a pris possession de la Centrale Thermique le 13 septembre 1997 et a commencé à vendre la capacité disponible et la production nette à l'ONE, conformément au Contrat de Fourniture d'Energie Electrique. Les conditions requises pour le financement du projet ont été complétées en novembre 1997.

**A.0.4 Période de construction des Unités 3 et 4**

Les Unités 3 et 4 ont été respectivement mises en exploitation le 9 juin 2000 et le 2 février 2001, soit respectivement 33 mois et 40 mois à compter de la date de la Mise en Place du Financement.

**A.0.5 Acquisition de JLEC par TAQA**

Le 2 mai 2007, Abu Dhabi National Energy Company ("TAQA") a acheté CMS Generation, filiale de CMS Energy qui contrôle les actionnaires directs de JLEC (i) Jorf Lasfar Energiaktiebolag, (ii) Jorf Lasfar Power Energy AB and (iii) Jorf Lasfar Handelsbolag et les filiales du Groupe ABB (i) Tre Kronor Investment AB, (ii) AB Cythere 61 and (iii) AB Cythere 63. En conséquence de ces acquisitions, JLEC était directement et indirectement détenue par TAQA.

**A.0.6 Refinancement de la dette**

Le refinancement de la dette contractée en devises en 1997 auprès d'un consortium de bailleurs de fonds étrangers ainsi que la dette convertible en actions contractée auprès des actionnaires directs de JLEC, moyennant la contraction d'un crédit auprès d'un consortium de banques marocaines, comportant de deux tranches A et B d'une maturité long terme (une Tranche A d'un montant de 5.500.000,00 Dirhams et une Tranche B de 1.500.000,00 Dirhams), et de deux Tranches R (une facilité court terme sur un an) d'un montant de 200.000,00 Dirhams chacune, dont le contrat a été signé en date du 16 janvier 2009, tel que modifié par avenant en date du 27 mars 2009 et par avenant en date du 22 décembre 2009 et par avenant du 15 décembre 2010 et par avenant en date du 10 décembre 2012.

**A.0.7 Création de la filiale Jorf lasfar Energy Company 5&6 (JLEC 5&6)**

Le 22 décembre 2010, JLEC 5&6 a été créée pour porter le projet d'extension de la Centrale Thermique de Jorf Lasfar par la construction de deux nouvelles unités de 350MW brute chacune fonctionnant au charbon vapeur sur le site adjacent au site actuel de la Centrale Thermique de Jorf Lasfar. Les deux nouvelles unités de production d'électricité (Unités 5&6) seront d'une capacité de 700 MW (2 x 350 MW), portant la capacité totale de la Centrale Thermique de Jorf Lasfar à plus de 2000 MW. JLEC détient au 31 décembre 2013 66% des actions de JLEC 5&6.

**A.0.8 Placement Privé et Introduction en Bourse**

En décembre 2013, une double augmentation de capital d'un montant global de DH 1.500.000.310 a été effectuée :

- Une première augmentation «Augmentation de Capital Pré-IPO » a été réservée à des investisseurs institutionnels (RMA Watanya, SCR et MCMA) suite à un Placement Privé qui s'est élevé à DH 499.999.805, dont 111.731.800 Dh à titre de nominal et 388.268.005 Dh à titre de prime d'émission. Les actions issues du Placement Privé ont été intégralement libérées et portent jouissance à compter du 1er janvier 2013 ;
  - Une deuxième augmentation de capital «Augmentation de Capital IPO» a été réalisée auprès du Grand Public suite à l'introduction en bourse de JLEC pour un montant de 1.000.000.505 Dh, dont 223.463.800 Dh à titre de nominal et 776.536.705 Dh à titre de prime d'émission. Les actions issues de l'introduction en bourse ont intégralement été libérées et portent jouissance à compter du 1er janvier 2013.
- A l'issue de l'introduction en bourse précitée, Abu Dhabi National Energy Company PJSC (TAQA) détient désormais 85,79% du capital de la JLEC et la portion du capital restante soit 14,21% est détenue par les actionnaires ayant participé au Placement Privé et à l'introduction en bourse.

**A.1 / Principales méthodes d'évaluation spécifiques à l'entreprise**
**A.1.1 Généralités**

Les états de synthèse de la société Jorf Lasfar Energy Company (JLEC) sont préparés conformément aux principes comptables généralement admis au Maroc, tels que prescrits dans le Code Général de Normalisation Comptable (CGNC).  
 Durant la période de constitution et d'établissement de la Société (jusqu'à la date de la Mise en Place du Financement), toutes les dépenses ont été payées par le Groupement (ABB et CMS). Dès la Mise en Place du Financement, tous les frais de premier établissement et de constitution supportés par les sociétés apparentées ont été facturés à JLEC, et remboursés par la Société.

**A.1.2 Immobilisations en non valeur**
**• Frais préliminaires**

Dès la date de la Mise en Place du Financement, la Société a immobilisé ses frais préliminaires, et les a amortis sur une durée ne dépassant pas cinq années. Les frais préliminaires comprennent les charges légales et administratives engagées pour constituer la société, ainsi que certaines dépenses supportées dans le but de préparer le démarrage de l'activité commerciale de la Société.

**• Charges à répartir sur plusieurs exercices**

Les charges à répartir sur plusieurs exercices comportent :  
 - Les dépenses engagées dans le cadre des Révisions Majeures, effectuées tous les 8 ans selon un plan préétabli, sont constatées en charges à répartir et amorties sur une durée de cinq ans ;  
 - Les dépenses engagées pour le refinancement de la dette internationale contractée auprès de bailleurs de fonds étrangers ;  
 - Les frais liés à l'introduction en bourse qui ont été constatés en charges à répartir et amortis sur 5 ans.

**A.1.3 Immobilisations incorporelles**
**• Frais d'obtention du financement**

Les dépenses engagées pour obtenir le financement sont comptabilisées en immobilisations incorporelles et amorties sur une durée de cinq années. L'amortissement périodique des ces frais est constaté en dotation d'exploitation conformément aux dispositions du CGNC.

**• Autres frais de développement du projet**

A dater de la Mise en Place du Financement, la Société a comptabilisé en immobilisations incorporelles certaines dépenses payées par le Groupement durant la période de développement du projet. Ces frais immobilisés sont répartis sur la durée de la concession, soit 30 ans à compter de la date de la Mise en Place du Financement.

**• Droit de jouissance initial**

Conformément au Contrat de Transfert de Droit de Jouissance (Transfer of Possession Agreement, TPA) et en contrepartie du paiement du Prix du Transfert du Droit de Jouissance prévu par ce contrat, l'ONE a transféré à JLEC son « droit de jouissance » du Site et des unités 1 & 2. Ce droit de jouissance est immobilisé en actif incorporel et amorti sur la durée de la concession, soit 30 ans à compter de la date de la Mise en Place du Financement.

**• Droit de jouissance complémentaire**

Comme indiqué à la note A.0.4 ci-dessus, JLEC a procédé à la construction des Unités 3 et 4 durant une période respectivement de 33 mois et 40 mois, à compter de la date de la Mise en Place du Financement, ainsi qu'à d'autres investissements liés au Site. Durant cette période, les dépenses totales correspondantes, incluant les intérêts intercalaires, ont été comptabilisées en immobilisations corporelles en cours. A compter de la Mise en Exploitation de l'Unité 4, le 2 février 2001, le droit de jouissance de JLEC a été étendu à ces nouvelles unités. Ces actifs incorporels sont amortis sur la période restante de la concession, soit 26 ans et 7 mois à compter de cette date.

**A.1.4 Immobilisations corporelles**

Ce poste comprend les actifs corporels dont la durée de vie estimée est inférieure à la durée de la concession. Ces immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou de production. Les amortissements sont calculés, selon le mode linéaire et les taux fiscaux en vigueur.

**A.1.5 Stocks**

Les stocks sont évalués au coût d'achat. Ce coût comprend le prix d'achat et les frais accessoires d'achat. En fin d'exercice, les stocks sont valorisés selon la méthode du Coût Moyen Pondéré (CMP), à l'exception des stocks de pièces de rechange qui sont valorisés au Premier Entrée Premier Sortie (P.E.P.S).

**A.1.6 Créances et dettes libellées en devises**

Les créances et dettes libellées en monnaies étrangères sont comptabilisées au cours de change prévalant à la date de la transaction. Ces créances et dettes sont converties au taux de clôture et réajustées par les comptes d'écarts de conversion actif ou passif.

**A.2 / Etat des dérogations**
**A.2.1 Dérogations aux principes comptables fondamentaux**

Néant.

**A.2.2 Dérogations aux méthodes d'évaluation**

• Amortissement des charges à répartir – Révisions majeures  
 Les dépenses engagées dans le cadre de la Révision Majeure de l'Unité 2 en 2010 sont constatées en charges à répartir et amorties sur une durée de 5 ans.

- Amortissement des charges à répartir - Révisions mineures

Les dépenses engagées dans le cadre de la révision mineure (25 jours) des unités 1 et 4 effectuées en 2012 et des unités 1 et 2 en 2013 sont constatées en charges à répartir et amorties sur une durée de trois exercices au lieu des cinq exercices prévues par le Code Général des Impôts pour les charges à répartir. Cette durée est justifiée par le fait que les travaux effectués dans le cadre de ces révisions permettent de maintenir le niveau de performance de l'Unité ayant fait l'objet d'une Révision mineure à un niveau constant pendant les trois années suivantes, le surplus d'amortissement comptable par rapport à l'amortissement fiscalement autorisé est réintégré dans le tableau de passage du résultat comptable au résultat fiscal B12.

**A.2.3 Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse**

Les gains et pertes de change provenant de la comptabilisation des achats de charbon et des règlements correspondants, effectués en Dollars américains et convertis en dirhams au cours du jour d'opération, sont enregistrés dans un sous-compte de la rubrique « Achats de charbon » intitulé « Différences sur achats de charbon en dollars », parmi les charges d'exploitation. Ce traitement particulier, sans impact sur le patrimoine et la situation financière de la Société, est justifié par le fait que ces différences sont liées aux règles de comptabilisation, et ne correspondent pas à des gains et pertes de change provenant de la conversion de dirhams en dollars.

**A.3 / Etat des changements de méthodes**
**A.3.1 Changements affectant les méthodes d'évaluation**

Néant.

**A.3.2 Changements affectant les règles de présentation**

Néant.

ETAT B1 - DETAIL DES NON-VALEURS		
En Dirhams Marocains	Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013	
COMPTE PRINCIPAL	INTITULE	MONTANT AU 31/12/2013
2128100006	Révision majeure Unité 2 - 2002	119 581 425,00
2128100007	Révision majeure Unité 4 - 2007	107 288 605,70
2128100008	Révision majeure Unité 3 - 2008	147 036 446,00
2128100009	Complément de la Révision majeure Unité 4 - 2009	36 970 072,00
2128100010	Révision Majeure Unité 1 - 2009	131 502 833,82
2128100012	Révision Majeure Unité 2 - 2010	164 181 161,00
2128100013	Révision Min-Maj Unité 3 - 2011	73 318 006,00
2128100014	Réparation Transfo N°4 2011	42 269 151,89
2128100015	Réparation Transfo N°2 2011	15 579 278,84
2128100017	Révision Min-Maj Unité 4 - 2012	57 141 924,61
2128100018	Révision Min-Maj Unité 1 - 2012	58 610 554,00
2128100019	Révision mineure U2 2013	29 326 230,81
2128100020	Complément Révision Min U1 - 2013	15 392 388,10
2128100021	Projet Lorentz	41 994 119,86
2128100022	Complément Révision Mineure U3 - 2011	3 260 013,45
2128100023	Projet GP	8 656 026,91
2128200000	Commissions de refinancement TRANCHE A	63 125 229,23
2128300000	Commissions de refinancement TRANCHE B	4 630 022,76
2128400000	Honoraires projet cendres	5 630 000,00
	<b>Valeur brute</b>	<b>1 125 493 489,98</b>
2812810006	Amortissement des frais de révision majeure Unité 2 - 2002	119 581 425,00
2812810007	Amortissement des frais de révision majeure Unité 4 - 2007	107 288 605,70
2812810008	Amortissement des frais de révision majeure Unité 3 - 2008	147 036 446,00
2812810009	Amortissement des frais du Complément de la Révision majeure Unité 4 - 2009	36 970 072,00
2812810010	Amortissement des frais de révision majeure Unité 1 - 2009	131 502 833,81
2812810012	Amortissement des frais de révision majeure Unité 2 - 2010	131 434 891,08
2812810013	Amortissement des frais de révision Min-Maj Unité 3 - 2011	73 318 006,00
2812810014	Amortissement Réparation Transfo N°4 2011	25 384 652,32
2812810015	Amortissement Réparation Transfo N°2 2011	9 356 103,90
2812810017	Amortissement Réparation Transfo N°4 2012	38 146 800,81
2812810018	Amortissement Réparation Transfo N°1 2012	39 127 228,28
2812810019	Amort Rev Min U2 2013	9 775 410,27
2812810020	Amort compl.Rev Min U1 2012	5 130 796,03
2812810021	Amortissement du projet Lorentz	8 398 823,97
2812810022	Amortissement du complément de la révision Min U3-2011	1 086 671,15
2812810023	Amortissement du projet GP	1 731 205,83
2812820000	Amortissement des commissions de refinancement TRANCHE A	63 125 229,24
2812830000	Amortissement des commissions de refinancement TRANCHE B	3 706 555,20
2812840000	Amortissement des honoraires du projet cendres	2 255 084,93
	<b>Amortissements cumulés</b>	<b>954 356 841,52</b>
	<b>TOTAL</b>	<b>171 136 648,46</b>

ETAT B2 - TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERES

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013							
NATURE	MONTANT BRUT DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION			DIMINUTION		MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Production par l'E pour elle-m	Virement	Cession	Retrait	
<b>IMMOBILISATIONS EN NON-VALEURS</b>	<b>1 026 864 710,85</b>	<b>34 021 730,23</b>		<b>64 607 048,90</b>			<b>1 125 493 489,98</b>
• Frais préliminaires							
• Charges à répartir sur plusieurs exercices	1 026 864 710,85	34 021 730,23		64 607 048,90			1 125 493 489,98
• Primes de remboursement des obligations							
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>11 854 610 941,87</b>	<b>431 659,00</b>					<b>11 855 042 600,87</b>
• Immobilisations en recherche et développement							
• Brevets, marques, droits et valeurs similaires	11 064 275 802,57	431 659,00					11 064 707 461,57
• Fonds commercial							
• Autres immobilisations incorporelles	787 335 139,30						787 335 139,30
• Immobilisations incorporelles en cours	3 000 000,00						3 000 000,00
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>525 968 058,09</b>	<b>175 515 663,00</b>		<b>55 147 137,76</b>	<b>3 912 322,76</b>	<b>1 867 130,85</b>	<b>119 754 186,66</b>
• Terrains							
• Constructions	898 378,56					24 000,00	874 378,56
• Installations techniques, matériel et outillage	316 473 314,89	6 347 034,09		20 294 386,84	3 181 010,00	697 070,09	339 236 655,73
• Matériel de transport	3 969 144,49	180 604,00			731 312,76		3 418 435,73
• Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	143 182 184,14	4 513 475,30		34 852 750,92		1 124 524,36	181 423 886,00
• Autres immobilisations corporelles	225 225,40					21 536,40	203 689,00
• Immobilisations corporelles en cours	61 219 810,61	164 474 549,61					119 754 186,66

ETAT B2 bis - TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013				
NATURE	Cumul début exercice 1	Dotation de l'exercice 2	Amortissement sur immobilisat° sorties 3	Cumul d'amortissem fin exercice 4=1+2-3
<b>IMMOBILISATIONS EN NON-VALEURS</b>	<b>772 626 749,66</b>	<b>181 730 091,86</b>		<b>954 356 841,52</b>
• Frais préliminaires				
• Charges à répartir sur plusieurs exercices	772 626 749,66	181 730 091,86		954 356 841,52
• Primes de remboursement des obligations				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>5 578 028 789,09</b>	<b>429 474 499,76</b>		<b>6 007 503 288,85</b>
• Immobilisations en recherche et développement				
• Brevets, marques, droits et valeurs similaires	5 127 650 229,65	406 507 572,72		5 534 157 802,37
• Fonds commercial				
• Autres immobilisations incorporelles	450 378 559,44	22 966 927,04		473 345 486,48
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>335 192 383,20</b>	<b>34 830 184,55</b>	<b>5 726 092,08</b>	<b>364 296 475,67</b>
• Terrains				
• Constructions	192 441,17	44 918,93	8 416,44	228 943,66
• Installations techniques, matériel et outillage	249 668 860,06	21 985 023,50	3 878 080,09	267 775 803,47
• Matériel de transport	3 036 709,95	290 513,23	731 312,76	2 595 910,42
• Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	82 103 800,02	12 496 763,56	1 086 746,39	93 513 817,19
• Autres immobilisations corporelles	190 572,00	12 965,33	21 536,40	182 000,93

ETAT B3 - TABLEAU DES PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013								
Date de cession ou de retrait	Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur nette d'amortissements	Produits de cession	Plus values	Moins values	Cession / Retrait
31-déc-13	234	109 364,76	109 364,76	0,00	35 000,00	35 000,00		Cession
31-déc-13	234	440 204,00	440 204,00	0,00	75 000,00	75 000,00		Cession
31-déc-13	234	181 744,00	181 744,00	0,00	35 000,00	35 000,00		Cession
31-déc-13	233	1 590 505,00	1 590 505,00	0,00	60 000,00	60 000,00		Cession
31-déc-13	233	1 590 505,00	1 590 505,00	0,00	90 000,00	90 000,00		Cession
31-déc-13	232	24 000,00	8 416,44	15 583,56				Retrait
31-déc-13	233	697 070,09	697 070,09					Retrait
31-déc-13	235	1 124 524,36	1 086 746,39	37 777,97				Retrait
31-déc-13	238	21 536,40	21 536,40					Retrait
<b>TOTAL</b>		<b>5 779 453,61</b>	<b>5 726 092,08</b>	<b>53 361,53</b>	<b>295 000,00</b>	<b>295 000,00</b>		

ETAT B4 - TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013									
Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité 1	Capital social 2	Participation au capital en % 3	Prix d'acquisition global 4	Valeur comptable nette 5	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice Date de clôture 6	Situation nette 7	Résultat net 8	Produits inscrits au CPC de l'ex. 9
JORF LASFAR ENERGY COMPANY 5&6 «JLEC 5&6»	ENERGIE ELECTRIQUE	1 818 200 000	66%	1 199 999 600,00	1 199 999 600,00	30-sept-13	1 640 816 611,12	37 289 881,20	0,00
<b>TOTAL</b>				<b>1 199 999 600,00</b>	<b>1 199 999 600,00</b>				

ETAT B5 - TABLEAU DES PROVISIONS								
Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013								
NATURE	Montant début exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin exercice
		d'exploitation	financières	non courantes	d'exploitation	financières	non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé								
2. Provisions réglementées								
3. Provisions durables pour risques et charges	13 847 245,00			13 876 181,00			13 847 245,00	13 876 181,00
<b>SOUS TOTAL (A)</b>	<b>13 847 245,00</b>			<b>13 876 181,00</b>			<b>13 847 245,00</b>	<b>13 876 181,00</b>
4. Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	18 611 389,19	18 047 239,29			18 611 389,19			18 047 239,29
5. Autres provisions pour risques et charges	2 536 325,74		232 332,02			268 672,74		2 499 985,02
6. Provisions pour dépréciations des comptes de trésorerie								
<b>SOUS TOTAL (B)</b>	<b>21 147 714,93</b>	<b>18 047 239,29</b>	<b>232 332,02</b>		<b>18 611 389,19</b>	<b>268 672,74</b>		<b>20 547 224,31</b>
<b>TOTAL (A+B)</b>	<b>34 994 959,93</b>	<b>18 047 239,29</b>	<b>232 332,02</b>	<b>13 876 181,00</b>	<b>18 611 389,19</b>	<b>268 672,74</b>	<b>13 847 245,00</b>	<b>34 423 405,31</b>

ETAT B6 - TABLEAU DES CREANCES								
Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013								
CREANCES	TOTAL AU 31.12.2013	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en devises	Montants sur l'Etat et organismes publics	Montants sur les entreprises liées	Montants représentés par effets
<b>DE L'ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>11 550 047,32</b>	<b>8 829 872,96</b>	<b>2 720 574,36</b>					
• Prêts immobilisés	11 279 484,46	8 558 910,10	2 720 574,36					
• Autres créances financières	270 962,86	270 962,86						
<b>DE L'ACTIF CIRCULANT</b>	<b>1 539 461 863,24</b>	<b>308 633 037,32</b>	<b>1 230 828 825,92</b>		<b>6 235 747,47</b>	<b>430 701 686,10</b>	<b>19 419 320,73</b>	
• Fournisseurs débiteurs, avances et acomptes	11 640 927,56		11 640 927,56		4 663 537,11	2 638 182,99		
- Clients et comptes rattachés	1 094 671 252,63		1 094 671 252,63		506 824,56		19 419 320,73	
- Personnel	1 126 752,24		1 126 752,24					
- Etat	428 063 503,11	308 633 037,32	119 430 465,79			428 063 503,11		
- Comptes d'associés								
- Autres débiteurs								
- Comptes de régularisation								
- Actif	3 959 427,70		3 959 427,70		1 065 385,80			

ETAT : B7 - TABLEAU DES DETTES								
Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013								
DETTES	TOTAL AU 31.12.2013	ANALYSE PAR ECHEANCE			AUTRES ANALYSES			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non payées	Montants en devises	Montants vis-à-vis de l'Etat et organismes publics	Montants vis-à-vis des entreprises liées	Montants représentés par effets
<b>DE FINANCEMENT</b>	<b>5 282 679 738,58</b>	<b>4 883 986 928,10</b>	<b>398 692 810,48</b>					
- Emprunts obligataires								
- Autres dettes de financement	5 282 679 738,58	4 883 986 928,10	398 692 810,48					
<b>DU PASSIF CIRCULANT</b>	<b>1 060 461 891,30</b>	<b>277 164 384,11</b>	<b>783 297 507,19</b>		<b>323 981 882,59</b>	<b>140 812 130,34</b>	<b>19 801 897,37</b>	
- Fournisseurs et comptes rattachés	456 669 969,60		456 669 969,60		323 981 882,59		19 800 200,18	
- Clients créditeurs, avances et acomptes	163 687 511,60		163 687 511,60					
- Personnel	21 726 422,03		21 726 422,03					
- Organismes sociaux	6 508 090,93		6 508 090,93			6 508 090,93		
- Etat	134 304 039,41		134 304 039,41			134 304 039,41		
- Comptes d'associés	1 697,19		1 697,19				1 697,19	
- Autres créanciers	277 164 384,11	277 164 384,11						
- Comptes de régularisation - Passif	399 776,43		399 776,43					

ETAT : B8 - TABLEAU DES SURETES REELLES DONNEES OU REQUES					
Exercice du 01/01/2013 au 31/12/2013					
TIERS CREDITEURS OU TIERS DEBITEURS	Montant couvert par la sûreté	Nature (1)	Date et lieu d'inscription	Objet (2) (3)	Valeur comptable nette de la sûreté donnée
- Sûretés données			N E A N T		
- Sûretés reçues	32 877 606,00	Hypothèque		Prêts au Logement	

(1) Gage : 1 - Hypothèque : 2 - Nantissement : 3 - Warrant : 4 - Autres : 5 - (à préciser)

(2) Préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données) [ entreprises liées, associés, membres du personnel ]

(3) Préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

ETAT : B9 - ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS OU DONNES HORS OPERATIONS DE CREDIT-BAIL		
ENGAGEMENTS DONNES	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent
• Avals et cautions		
<b>CAUTION EN GARANTIE DE DROITS DE DOUANE</b>		30 000 000,00
Acte de cession de Créances Professionnelles mois November 2013	515 764 196,04	457 251 883,59
Acte de cession de Créances Professionnelles mois December 2013	537 202 139,54	530 456 622,51
<b>Importation Temporaire</b>		
ALSTOM France	26 789,00	26 789,00
CENTRACOM	4 650,00	4 650,00
LAMBLIN Voies Ferrées	133 688,00	133 688,00
<b>Exportation Temporaire</b>		
URS (38 890,00 MAD)	38 890,00	38 890,00
Silec Cable (16229,92 EUR)		
Flowseve (1335,00 euro)		
ABB Switzerland Ltd (5732,10 Euro )		
FERBECK & FURMITHERM (43028 EUR)	208 712,00	208 712,00
ALSTOM France (80750 EURO)	2 006,00	2 006,00
ALSTOM POWER SERVICE (5000 euro)	35 313,00	35 313,00
SCOTT USA (1350 USD)	6 557,00	6 557,00
SIGNATURE SCIENCE LLC(19630 usd)	555 196,00	555 196,00
BEIZ TECHNIQUE (93794 EURO)	495 557,00	495 557,00
Paul boman	663,00	663,00
ABB SECHERON SA ( 1500 CHF)	4 752,00	4 752,00
ABB SECHERON SA ( 1460 CHF)	8 622,00	8 622,00
ABB POWER AND PRODUCTIVITY ( 74000 EURO)		408 193,00
ABB SECHERON SA ( 2090CHF)	9 628,00	9 628,00
ABB SECHERON SA ( 34600CHF)	77 021,00	77 021,00
Kema 2000 EURO	6 648,00	6 648,00
ABB SECHERON (3850 EURO)	8 217,00	
<b>TOTAL</b>	<b>1 054 589 244,58</b>	<b>1 019 731 391,10</b>

ETAT : B9 - ENGAGEMENTS FINANCIERS RECUS OU DONNES HORS OPERATIONS DE CREDIT-BAIL		
ENGAGEMENTS RECUS	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent
- Avals et cautions		
<b>A) G.A</b>		
GLENCORE (USD 2 000 000,00) (BCP)		16 917 600,00
EDF TRADING (USD 2 000 000,00) (AWB)		16 917 600,00
GLENCORE (USD 2 000 000,00) (BCP)		16 917 600,00
EDF TRADING LIMITED (USD 2 000 000,00) (BCP)	16 350 000,00	
E.ON GLOBAL (USD 2 000 000,00) (BCP)	16 350 000,00	
GLENCORE (USD 2 000 000,00) (BCP)	16 350 000,00	
Convention de sequestre ONE (Lettre de credit)	850 000 000,00	850 000 000,00
AFRIQUIA (Attijari wafa bank)	339 820,20	339 820,20
AFRIQUIA (BP )	559 812,60	559 812,60
<b>B) O&amp;M</b>		
ALIMAK (28000 EURO)	315 400,40	313 068,00
CCI AG (31668,70 EURO)	356 716,24	354 087,73
CCI AG (4030 EURO)		45 059,43
LAMBLIN ( 17979,00 Euro)		201 023,20
LAMBLIN ( 76440,75 Euro)	861 028,61	854 684,03
LAMBLIN ( 38220,38 Euro)	430 514,36	427 342,07
ABB SA	933 000,00	933 000,00
ABB SA	4 550 417,50	4 550 417,50
ASEA BROWN BOVERI SA ABB		6 552 601,20
AFRIC PESAGE	294 000,00	294 000,00
ALSTOM Maroc		199 788,00
ALSTOM Maroc	2 605 320,00	2 605 320,00
AUTOMATION SARL		537 600,00
BUZZICHELLI MAROC	956 332,80	956 332,80
SCHNEIDER ELECTRIC IT MOROCO		355 464,00
SCHNEIDER ELECTRIC IT MOROCO	177 732,00	177 732,00
EMT	990 914,40	990 914,40
EMT	424 677,60	424 677,60
LE MONDE VEGETAL	269 200,00	269 200,00
OSS	83 592,00	83 592,00
SMAC STE	134 068,70	134 068,70
AUTOMATION SARL	262 170,00	
STOKVIS NORD-AFRIQUE	192 000,00	
GETRA (210000)	2 365 440,00	
ALSTOM POWER gmbh (47039,99 euro)	552 386,45	
ALSTOM POWER gmbh (65094,00 euro)	733 218,82	
ALSTOM POWERSYSTEMS (12164,70 euro)	137 023,18	
CCI AG (25352,50)	285 570,56	
SOMARAIL ( 35095,00)	395 310,08	
SOMARAIL ( 22877,50 eur) Credit du Maroc	257 692,16	
SOMARAIL ( 9661,5 eur) Credit du Maroc	108 827,14	
SOMARAIL ( 9661,5 eur) Credit du Nord	108 827,14	
SOMARAIL ( 22877,50 eur) Credit du Nord	257 692,16	
<b>- Autres engagements reçus</b>		
<b>TOTAL</b>	<b>918 988 705,08</b>	<b>922 912 405,46</b>

ETAT : B10 - TABLEAU DES BIENS EN CREDIT-BAIL										
Rubriques 1	Date de la première échéance 2	Durée du contrat en mois 3	Valeur estimée du bien à la date du contrat 4	Durée théorique d'amortissement du bien 5	Cumul des exercices précédents des redevances 6	Montant de l'exercice des redevances 7	Redevances restant à payer		Prix d'achat résiduel en fin de contrat 10	Observations 11
							A moins d'un an 8	A plus d'un an 9		
N E A N T										

ETAT : B11 - DETAIL DES POSTES DU C.P.C.			
POSTE		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
<b>611</b>	<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
	<b>Achats revendus de marchandises</b>		
	- AchatsT de marchandises		
	- Variation des stocks de marchandises (+/-)		
	<b>Total</b>		
<b>612</b>	<b>Achats consommés de matières et fournitures</b>		
	- Achats de matières premières	2 587 366 159,76	3 701 814 722,20
	- Variation des stocks de matières premières	346 966 632,17	(34 179 997,27)
	- Achats de matériel et fournitures consommables et d'emballages	85 815 025,70	129 579 284,15
	- Variation des stocks de matières, fournitures et emballages (+/-)	17 356 807,52	9 783 853,90
	- Achats non stockés de matières et de fournitures	49 664 348,33	40 906 015,19
	- Achats de travaux, études et prestations de services	91 179 463,73	137 303 600,30
	<b>Total</b>	<b>3 178 348 437,21</b>	<b>3 985 207 478,47</b>
<b>613/614</b>	<b>Autres charges externes</b>		
	- Locations et charges locatives	8 372 629,17	14 078 652,18
	- Entretien et réparations	33 933 499,10	82 679 227,86
	- Primes d'assurances	36 269 861,77	37 710 253,35
	- Rémunérations du personnel extérieur à l'entreprise	14 294 572,22	10 837 939,28
	- Rémunération d'intermédiaires et honoraires	25 779 010,92	37 733 299,70
	- Redevances pour brevets, marques, droits...	6 117 039,30	4 994 518,66
	- Etudes, recherches et documentation	302 364,12	516 830,75
	- Transports	2 191 714,29	1 549 964,87
	- Déplacements, missions et réceptions	4 717 699,91	2 902 758,24
	- Reste du poste des autres charges externes	33 999 723,18	5 787 047,79
	<b>Total</b>	<b>165 978 113,98</b>	<b>198 790 492,68</b>
<b>616</b>	<b>Impôts et taxes</b>	<b>23 698 179,94</b>	<b>23 818 829,38</b>
<b>617</b>	<b>Charges de personnel</b>		
	- Rémunérations du personnel	152 437 133,18	141 028 038,31
	- Charges sociales	26 621 276,53	27 634 402,56
	<b>Total</b>	<b>179 058 409,71</b>	<b>168 662 440,87</b>
<b>618</b>	<b>Autres charges d'exploitation</b>		
	- Jetons de présence		
	- Pertes sur créances irrécouvrables		
	- Reste de poste des autres charges d'exploitation		
	<b>Total</b>		
<b>638</b>	<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
	<b>Autres charges financières</b>		
	- Charges nettes sur cessions des titres et valeurs de placement		
	- Reste du poste des autres charges financières		
	<b>Total</b>		
<b>658</b>	<b>CHARGES NON COURANTES</b>		
	<b>Autres charges non courantes</b>		
	- Pénalités sur marchés et débits		
	- Rappels d'impôts (autres qu'impôts sur les résultats)		
	- Pénalités et amendes fiscales		
	- Créances devenues irrécouvrables		
	- Reste du poste des autres charges non courantes	835 900,00	72 336 385,96
	<b>Total</b>	<b>835 900,00</b>	<b>72 336 385,96</b>

ETAT : B11 Bis - DETAIL DES POSTES DU C.P.C. (suite)			
POSTE		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
<b>711</b>	<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
	<b>Ventes de marchandises</b>		
	- Ventes de marchandises au Maroc		
	- Ventes de marchandises à l'étranger		
	- Reste du poste des ventes de marchandises		
	<b>Total</b>		
<b>712</b>	<b>Ventes des biens et services produits</b>		
	- Ventes de biens au Maroc	4 936 352 669,39	5 883 244 656,78
	- Ventes de biens à l'étranger		
	- Ventes des services au Maroc		
	- Ventes des services à l'étranger		
	- Redevances pour brevets, marques, droits...		
	- Reste du poste des ventes et services produits		
	<b>Total</b>	<b>4 936 352 669,39</b>	<b>5 883 244 656,78</b>
<b>713</b>	<b>Variation des stocks de produits</b>		
	- Variation des stocks des biens produits (+/-)		
	- Variation des stocks des services produits (+/-)		
	- Variation des stocks des produits en cours (+/-)		
	<b>Total</b>		
<b>718</b>	<b>Autres produits d'exploitation</b>		
	- Jetons de présence reçus		
	- Reste du poste (produits divers)	56 963 192,63	57 861 994,81
	<b>Total</b>	<b>56 963 192,63</b>	<b>57 861 994,81</b>
<b>719</b>	<b>Reprises d'exploitation, transferts de charges</b>		
	- Reprises	18 611 389,19	20 386 926,40
	- Transferts de charges	26 930 825,00	115 752 478,61
	<b>Total</b>	<b>45 542 214,19</b>	<b>136 139 405,01</b>
	<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
<b>738</b>	<b>Intérêts et autres produits financiers</b>		
	- Intérêts et produits assimilés	2 240 473,23	3 335 131,07
	- Revenus des créances rattachées à des participations		
	- Produits nets sur cessions de titres et valeurs de placement	34 354 723,07	21 333 483,71
	- Reste du poste intérêts et autres produits financiers		
	<b>Total</b>	<b>36 595 196,30</b>	<b>24 668 614,78</b>

ETAT : B12 - PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL			
INTITULE		Montant T1	Montant T2
<b>I.</b>	<b>RESULTAT NET COMPTABLE</b>		
	Bénéfice net	343 645 271,31	
	Perte nette		
<b>II.</b>	<b>REINTEGRATIONS FISCALES</b>	<b>252 015 157,59</b>	
	<b>1. Courantes</b>	3 241 436,26	
	- Ecart de conversion passif sur élément circulants au 31-12-2013	2 772 750,01	
	- Surplus d'amortissement fiscalement non déductible sur matériel de transport	468 686,25	
	<b>2. Non courantes</b>	<b>248 773 721,33</b>	
	- Dons	835 900,00	
	- Cadeaux à la clientèle	782 734,70	
	- Contribution cohésion sociale 2013	6 872 905,43	
	- Provision sur engagements de retraite 2013	13 876 181,00	
	- Amortissement des frais de recherche et développement	22 966 927,04	
	- Réintégration Fiscale Amortissement Rév Min U3 2011	9 775 734,13	
	- Réintégration Fiscale Amortissement Rév Min U34 2012	7 618 923,28	
	- Réintégration Fiscale Amortissement Rév Min U1 2012	7 814 740,53	
	- Réintégration Fiscale Amortissement Rév Min U2 2013	3 910 164,11	
	- Réintégration Fiscale Amortissement Compl Rév Min U1 2012	2 052 318,41	
	- Réintégration Fiscale Amortissement Complément de Rév Min U3 2011	434 668,46	
	- Impôts sur les sociétés	<b>171 832 524,23</b>	
<b>III.</b>	<b>DEDUCTIONS FISCALES</b>		<b>22 885 348,13</b>
	<b>1. Courantes</b>		
	- Ecart de conversion passif sur passif circulant au 31 12 2012		9 038 103,12
	<b>2. Non courantes</b>		
	- Reprise de la provision sur engagements de retraite 2012		13 847 245,01
	<b>Total</b>	<b>595 660 428,90</b>	<b>22 885 348,13</b>
<b>IV.</b>	<b>RESULTAT BRUT FISCAL</b>		
	Bénéfice brut fiscal si T1 > T2 (A)		572 775 080,77
	Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
<b>V.</b>	<b>REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)</b>		
	Exercice n-4		
	Exercice n-3		
	Exercice n-2		
	Exercice n-1		
<b>VI.</b>	<b>RESULTAT NET FISCAL</b>		
	Bénéfice net fiscal (A-C) ou déficit net fiscal (B)		572 775 080,77
<b>VII.</b>	<b>CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES</b>		
<b>VIII.</b>	<b>CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER</b>		
	Exercice n-4		
	Exercice n-3		
	Exercice n-2		
	Exercice n-1		
	Exercice n		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

ETAT : B13 - DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS		
		MONTANT
<b>I. DETERMINATION DU RESULTAT</b>		
- Résultat courant d'après C.P.C.	(+/-)	522 869 398,50
- Réintégrations fiscales sur opérations courantes	(+)	3 241 436,26
- Déductions fiscales sur opérations courantes	(-)	(9 038 103,12)
<b>- Résultat courant théoriquement imposable</b>	<b>(=)</b>	<b>517 072 731,64</b>
- Impôt théorique sur résultat courant	(-)	155 121 819,49
<b>- Résultat courant après impôts</b>	<b>(=)</b>	<b>367 747 579,01</b>
<b>II. INDICATION DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES</b>		
- Application du Régime du Code des Investissements.		
(Cf. CONVENTION JLEC / ETAT en matière fiscale pour supplément d'information)		

ETAT : B14 - DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE				
NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Déclarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1 + 2 - 3 = 4)
<b>A. T.V.A. Facturée</b>	<b>109 411 169,81</b>	<b>696 906 259,10</b>	<b>692 989 213,46</b>	<b>113 328 215,45</b>
<b>B. T.V.A Récupérable</b>	<b>103 264 197,75</b>	<b>686 787 683,13</b>	<b>706 230 689,13</b>	<b>83 821 191,75</b>
* sur charges	99 506 345,18	663 899 563,21	686 017 317,52	77 388 590,87
* sur immobilisations	3 757 852,57	22 888 119,92	20 213 371,61	6 432 600,88
<b>C. TVA Due ou Crédit de T.V.A = (A - B)</b>	<b>6 146 972,06</b>	<b>10 118 575,97</b>	<b>(13 241 475,67)</b>	<b>29 507 023,70</b>
<b>NB : Crédit de TVA suivant déclaration au 31 décembre 2013 :</b>				<b>(308 633 037,32)</b>

ETAT : C1 - ETAT DE REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Montant du capital : 2 023 658 600,00 DH

Nom, prénom, ou raison sociale des principaux associés (1) 1	Adresse 2	NOMBRE DE TITRE		Valeur nominale de chaque action ou part sociale 5	MONTANT DU CAPITAL		
		Exerc. précédent 3	Exercice actuel 4		Souscrit 6	Appelé 7	Libéré 8
CY THERE 63	191 85 SOLLENTUNA-SUEDE	20 187 776 45 947		100,00 100,00			
CY THERE 61	191 85 SOLLENTUNA-SUEDE	110		100,00			
TRE KRONOR INVESTMENT AB	191 85 SOLLENTUNA-SUEDE						
JORF LASFAR ENERGI AKTIEBOLAG	C/o Mannheimer Swartling Advokatbyrå AB, Norrmalmstorg 4, Box 1711, SE-111-87, Stockholm, Suède	1 375		100,00			
		1 265		100,00			
JORF LASFAR POWER ENERGY AB	C/o Mannheimer Swartling Advokatbyrå AB, Norrmalmstorg 4, Box 1711, SE-111-87, Stockholm, Suède						
		110		100,00			
JORF LASFAR HANDELSBOLAG	C/o Mannheimer Swartling Advokatbyrå AB, Norrmalmstorg 4, Box 1711, SE-111-87, Stockholm, Suède						
Steven Lewis Phillips	6451 County Road 100, Hesperus, Colorado 81326, Etats-Unis d'Amérique .	1		100,00			
Srinivasan Gopalakrishnan	Sowwah Square, c/o Abu Dhabi National Energy Company PJSC, Al Maqam Tower (Tower 3), 25th Floor, Al Maryah Island, Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis	1		100,00			
ABU DHABI NATIONAL ENERGY COMPANY (TAQA)	Al Maria Island, Level 23,24,25 AL Maqam Tower ABU DHABI, UNITED ARAB EMIRATES		20 236 583	100,00	2 023 658 300	2 023 658 300	2 023 658 300
Frank Joseph Perez	7455sw, 164 Street Palmetto Bay, Floride 33157	1	1	100,00	100	100	100
Robert Carl Sheldon	Al Maria Island, Level 23,24,25 AL Maqam Tower ABU DHABI, UNITED ARAB EMIRATES		1	100,00	100	100	100
Khalid Al Sayari	Al Maria Island, Level 23,24,25 AL Maqam Tower ABU DHABI, UNITED ARAB EMIRATES		1	100,00	100	100	100
RMA WATANYA	Avenue des FAR - Casablanca		446 927	100,00	44 692 700	44 692 700	44 692 700
SCR	Tour ATLAS - Place Zellaqa - Casablanca		446 927	100,00	44 692 700	44 692 700	44 692 700
MCMA	Rue Abou Inane - Rabat		223 464	100,00	22 346 400	22 346 400	22 346 400
Public			2 234 638	100,00	223 463 800	223 463 800	223 463 800
		20 236 586	23 588 542		2 358 854 200	2 358 854 200	2 358 854 200

(1) Quant le nombre des associés est inférieur ou égal à 10, l'entreprise doit déclarer tous les participants au capital. Dans les autres cas, il y a lieu de ne mentionner que les 10 principaux associés par ordre d'importance décroissante.

ETAT : C2 - ETAT D'AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUS AU COURS DE L'EXERCICE

	MONTANT		MONTANT
<b>A. ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER</b>		<b>B. AFFECTATION DES RESULTATS (Décision de l'AGO du 12 AVRIL 2013)</b>	
- Report à nouveau au 31/12/2011	1 758 803 663,88	- Réserve légale	
- Résultats nets 2011 en instance d'affectation	1 175 020,54	- Autres réserves	2 232 245 928,18
- Résultat net de l'exercice 2012	472 267 243,76	- Tantièmes	
- Prélèvements sur les réserves		- Dividendes	
- Autres prélèvements		- Autres affectations (Résultat en instance d'affectation)	
		- Report à nouveau	
<b>TOTAL A</b>	<b>2 232 245 928,18</b>	<b>TOTAL B</b>	<b>2 232 245 928,18</b>

Total A = Total B

ETAT : C3 - RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DE L'ENTREPRISE AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

NATURE DES INDICATIONS	Exercice N-2 Du 01/01/2011 au 31/12/2011	Exercice N-1 Du 01/01/2012 au 31/12/2012	Exercice N Du 01/01/2013 au 31/12/2013
<b>SITUATION NETTE DE L'ENTREPRISE</b>			
• Capitaux propres plus capitaux propres assimilés moins immobilisations en non-valeurs	3 667 593 043,69	4 204 032 426,99	6 130 779 321,03
<b>OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE</b>			
1. Chiffre d'affaires hors taxes	5 421 728 390,52	5 883 244 656,78	4 936 352 669,39
2. Résultat avant impôts	618 666 416,76	679 500 226,83	515 477 795,54
3. Impôts sur les résultats	181 532 647,39	207 232 983,07	171 832 524,23
4. Bénéfices distribués (y compris les tantièmes) de l'exercice précédent			
5. Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation) de l'ex. précédent	1 322 844 915,05	1 758 803 663,88	2 232 245 928,18
<b>RESULTAT PAR TITRE (Pour les sociétés par actions et SARL)</b>			
• Résultat net par action ou part sociale de l'exercice (*)	21,60	23,34	16,75
• Bénéfices distribués par action ou part sociale de l'exercice précédent			
<b>PERSONNEL</b>			
• Montant des salaires bruts de l'exercice	139 572 667,24	141 028 038,31	152 437 133,18
• Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	321	337	335
(*) l'augmentation de capital a été effectuée en décembre 2013			

**ETAT : C4 - TABLEAU DES OPERATIONS EN DEVISES COMPTABILISEES PENDANT L'EXERCICE**

NATURE	Entrée Contre-valeur en DH	Sortie Contre-valeur en DH
- Financement permanent	0,00	
- Immobilisations brutes		64 734 182,15
- Rentrées sur immobilisations	0,00	
- Remboursement des dettes de financement		
- Produits	1 526 801,18	
- Charges		2 863 359 791,61
<b>TOTAL DES ENTREES</b>	<b>1 526 801,18</b>	
<b>TOTAL DES SORTIES</b>		<b>2 928 093 973,76</b>
<b>BALANCE DEVISES</b>	<b>2 926 567 172,58</b>	
<b>TOTAL</b>	<b>2 928 093 973,76</b>	<b>2 928 093 973,76</b>

**ETAT : C5 - DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS**

I. DATATION	
• Date de clôture (1)	31 décembre 2013
• Date d'établissement des états de synthèse (2)	14 février 2014

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice

(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse

**II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ère COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHÈSE**

Dates	Indication des événements	
	- Favorables	NEANT
	- Défavorables	NEANT


**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES - EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DECEMBRE 2013**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société Jorf Lasfar Energy Company S.A. comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement, et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2013. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 6.301.915.969,49 dont un bénéfice net de MAD 343.645.271,31.

**Responsabilité de la Direction**

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

**Responsabilité de l'Auditeur**

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

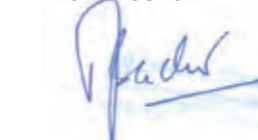
**Opinion sur les états de synthèse**

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société Jorf Lasfar Energy Company S.A. au 31 décembre 2013 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

**Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca le 17 février 2014

**Les Commissaires aux Comptes**
**ERNST & YOUNG**


Bachir TAZI  
Associé

**BENJELLOUN TOUIMI  
CONSULTING**


Abdelmajid BENJELLOUN  
TOUIMI  
Associé

## RÉSOLUTIONS

### PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après que le rapport de gestion du Directoire et les observations du Conseil de Surveillance lui aient été présentés et connaissance prise du rapport général des Commissaires aux Comptes, approuve les comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2013, tels qu'ils lui ont été présentés, se traduisant par un bénéfice net de 343.645.271,31 Dirhams.

### DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après que le rapport de gestion du Directoire et les observations du Conseil de Surveillance lui aient été présentés et connaissance prise du rapport des Commissaires aux Comptes sur les états financiers consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2013, tels qu'ils lui ont été présentés, se traduisant par un résultat net part du Groupe de 394.970.374,55 Dirhams.

### TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide, sur proposition du Directoire, d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2013 comme suit :

1. Bénéfice net au 31 décembre 2013 (a) = **343.645.271,31** Dirhams
2. Réserve légale (b) = **16.759.780** Dirhams
3. Nouveau solde (c) = (a)-(b) = **326.885.491,31** Dirhams

#### Auquel s'ajoute :

4. Le report à nouveau antérieur = 0,00 Dirhams
5. Autres réserves (Réserves facultatives) (d) = **2.232.245.928,18** Dirhams
6. Bénéfice disponible pour distribution (e) = (c)+(d) = **2.559.131.419,49** Dirhams
7. Dividendes (f) = 106,6 Dirhams x 23.588.542 actions = **2.514.538.577,20** Dirhams\* (dont un montant de dividendes de **2.232.245.928,18** Dirhams distribué à titre exceptionnel)
8. Reliquat à affecter en réserve facultative (g) = (e) – (f) = **44.592.842,29** Dirhams

\* Les dividendes seront mis en paiement à compter du 15 juillet 2014.

### QUATRIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale donne à tous les membres du Directoire et du Conseil de Surveillance quitus entier et sans réserve de l'exécution de leurs mandats au cours de l'exercice 2013. Elle décide, en outre, de donner décharge aux Commissaires aux Comptes de l'accomplissement de leur mission durant l'exercice écoulé.

### CINQUIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions visées à l'article 95 et suivants de la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes telle que modifiée et complétée par la loi n° 20-05, approuve successivement chacune des conventions qui y sont mentionnées.

### SIXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs à tout porteur d'un exemplaire, d'un extrait ou copie du présent procès-verbal pour l'accomplissement des formalités légales de dépôt et de publicité.

## CONTACT

### JORF LASFAR ENERGY COMPANY

Centrale Thermique Jorf Lasfar  
 B.P. 99 – Sidi Bouzid – El Jadida – Maroc  
 Tél. : +212 523 380 000  
 Fax : +212 523 345 375  
[www.taqamorocco.ma](http://www.taqamorocco.ma)



TAQA

M O R O C C O